

À LA VEILLE DE LA RÉUNION DE LA COMMISSION PEGASUS  
**L'ENTITÉ SIONISTE TENTE DE MANIPULER  
L'OPINION INTERNATIONALE**

Page 2

MDN

**NOUVEAU BILAN  
OPÉRATIONNEL  
DE L'ANP**

Page 2

ISSN : 1112-7449

**MIDI**



*L'info, rien que l'info*

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION *Libre*

N° 4693 | Jeudi 9 février 2023 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

**LE CENTRE-EST ET L'EST  
DU PAYS**

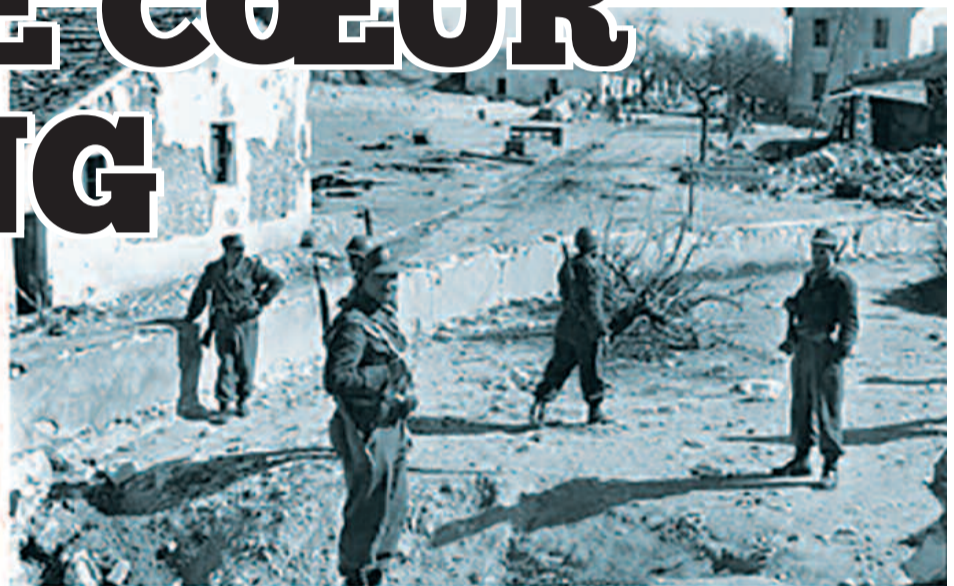
**DES CHUTES  
DE NEIGE  
ANNONCÉES**

Page 16

**65<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DES MASSACRES DE SAKIET SIDI YOUSSEF**

# ALGÉRIE-TUNISIE : FRÈRES DE CŒUR ET DE SANG

Page 3



**SÉISME EN TURQUIE ET EN SYRIE**



■ **TRIBUNAL DE SIDI M'HAMED  
SAÏD BOUTEFLIKA  
CONDAMNÉ À 12 ANS  
DE PRISON FERME**

Page 3

■ **FRANCE  
MANIFESTATION  
D'AGRICULTEURS AVEC  
TRACTEURS À PARIS**

Page 16

■ **RENDEZ-VOUS DE VISAS  
VFS GLOBAL INTRODUIT  
DE NOUVELLES MESURES**

Page 16

**HOMMAGES UNANIMES  
AUX SECOURISTES ALGÉRIENS**

Page 5



MDN

## Nouveau bilan opérationnel de l'ANP

«Des tentatives d'introduction de 3,24 quintaux de kif traité via les frontières avec le Maroc ont été mises en échec, alors que 108 narcotrafiquants ont été arrêtés dans des opérations menées par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), durant la période du 1 au 7 février», a indiqué un bilan opérationnel rendu public hier par le ministère de la Défense nationale.

«Dans la dynamique des efforts soutenus de la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période du 1 au 7 février 2023, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national», précise le bilan.

Dans le cadre de la lutte antiterroriste et de la sécurisation des frontières, des détachements combinés de l'ANP «ont arrêté 2 éléments de soutien aux groupes terroristes dans des opérations distinctes à travers le territoire national, tandis qu'une cachette pour les groupes terroristes et 4 bombes de confection artisanale ont été découvertes et détruites lors d'une opération de fouille et de raissage à Djelfa», ajoute la même source. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont arrêté, en coordination avec les différents services de sécurité lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires, 108 narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de quantités de drogues provenant des frontières avec le Maroc, s'élevant à 3 quintaux et 24 kilogrammes de kif traité et saisi 712.624 comprimés de psychotropes.

À Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Guazzam et Tindouf, des détachements de l'ANP «ont intercepté 1.937 individus et saisi 42 véhicules, 179 groupes électrogènes, 86 marteaux piqueurs, 5 détecteurs de métaux, ainsi que des quantités d'explosifs, d'outils de détonation et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpillage illicite, tandis que 29 autres individus ont été arrêtés et 8 fusils de chasse, de grandes quantités de cartouches pour fusils de chasse, d'immenses quantités de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation s'élevant à 210 tonnes, ainsi que 10 tonnes de déchets de cuivre et 26,5 quintaux de tabacs ont été saisis lors d'opérations distinctes à travers le territoire national.» De même, les Garde-frontières «ont déjoué, en coordination avec les services de la Gendarmerie nationale, des tentatives de contrebande de grandes quantités de carburants s'élevant à 77.620 litres à Bordj Badji Mokhtar, Souk Ahras, El Tarf et Tébessa.»

«D'autre part, les Garde-côtes ont déjoué, au niveau de nos côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et ont procédé au sauvetage de 44 individus à bord d'embarcations de construction artisanale alors que 161 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national», conclut le communiqué.

R. N.

# À LA VEILLE DE LA RÉUNION DE LA COMMISSION PEGASUS L'entité sioniste tente de manipuler l'opinion internationale

*L'entité sioniste manigance pour éviter d'être épinglée par l'Union européenne (UE) à cause du scandale d'espionnage Pegasus en se présentant comme victime, à son tour, de ce logiciel décrié par la communauté internationale.*

PAR RAHIMA RAHMOUNI

À la veille de la réunion de la commission du Parlement européen (PE) en charge de l'affaire d'espionnage, jeudi, plusieurs médias internationaux ont fait l'écho d'un pseudo scandale qui serait en train d'ébranler la scène politique interne de l'entité sioniste. Un scandale selon lequel plusieurs personnalités publiques auraient été espionnées par les services de police sionistes, sans autorisation.

Le subterfuge concocté par les manipulateurs sionistes voudrait que la police d'occupation ait eu un large recours au logiciel Pegasus contre des personnalités politiques et médiatiques, sans autorisation judiciaire.

Cette opération de manipulation médiatique destinée à faire croire à l'opinion publique internationale que l'entité sioniste n'a pas le contrôle absolu sur les actions du groupe de cybersécurité NSO, concepteur du logiciel espion Pegasus, a pour objectif d'éviter d'être épinglée lors de la réunion de la commission du PE en charge de cette affaire d'espionnage.

Seulement, les fomenteurs de cette propagande médiatique oublient que le logiciel espion Pegasus est classé comme une exportation militaire de l'entité sioniste et sa vente est contrôlée par le gouvernement



d'occupation. D'après le quotidien américain The New York Times du 28 janvier 2021, le gouvernement sioniste « considère depuis longtemps Pegasus comme un outil essentiel pour sa politique étrangère », traitant NSO comme son « bras de facto ». Selon la même source, les autorités d'occupation sionistes accordent des licences pour Pegasus à de nombreux pays avec lesquels elles espèrent renforcer la sécurité et les relations diplomatiques. Rappelons aussi que l'essentiel des fondateurs ainsi que de l'équipe actuelle du groupe NSO sont d'anciens membres du renseignement militaire de l'entité sioniste et beaucoup sont issus de l'unité 8200 spécialisée dans le cyber-renseignement. Dans ces conditions, il sera difficile à l'entité sioniste de montrer patte blanche dans cette affaire, d'autant que le 9 janvier dernier, la Cour suprême des Etats-Unis a approuvé la plainte déposée par le groupe Meta, maison mère de WhatsApp, contre le groupe NSO, l'accusant d'avoir provoqué un bug sur des serveurs pour installer le logiciel espion sur les téléphones.

Plusieurs journalistes de différents pays ont également déposé plainte contre ce

groupe. Et ces affaires en justice révéleront certainement ce que l'entité sioniste tente de cacher.

En juillet 2021, une enquête mondiale menée par des médias internationaux a révélé l'utilisation, entre autres, par le Maroc du logiciel d'espionnage Pegasus. Jeudi, la réunion de la commission Pegasus du Parlement européen discutera également de l'implication du Maroc dans ce grand scandale international. « Jusqu'ici épargné par les travaux de la commission Pegasus, le Maroc sera à l'ordre du jour d'une réunion au Parlement européen », a écrit fin janvier le quotidien belge Le Soir.

« L'affaire Pegasus, c'est l'usage excessif par les autorités marocaines d'un logiciel d'espionnage vendu par (l'entité sioniste) à très peu d'Etats, le Maroc en a bénéficié et la justice a parlé de 100.000 personnalités qui ont été espionnées dont bien sûr des personnalités européennes, des parlementaires et des ministres », avait résumé récemment le directeur du Centre d'étude sur le monde arabe à Genève, Hasni Abidi, dans une déclaration à la chaîne franco-allemande Arte.

R. R.

LES FRONTIÈRES DE CEUTA ET MELILLA DEVIENNENT UNE PASSOIRE POUR «DROGUE ET DJIHADISTES»

## Le syndicat de la Guardia civil dénonce la politique de Sanchez

PAR IDIR AMMOUR

Les déboires de Pedro Sanchez n'en finissent pas, au point de se retrouver seul contre tous ! En effet, après que l'ensemble de la classe politique espagnole dénonce son revirement radical dans le dossier du Sahara occidental, au point de le qualifier même de « danger public à la Moncloa ». Malheureusement, cette dernière ainsi que tous les médias confondus ne sont pas prêts de le lâcher depuis son « humiliation » par le roi Mohamed VI, lors de la dernière réunion de haut niveau à Rabat, en dénonçant sa soumission totale au voisin du sud qui a commencé par le revirement sur le Sahara occidental.

Ainsi, Jucil, le syndicat majoritaire de la Guardia civil, qui anticipe l'ouverture des frontières des postes frontières de Ceuta et de Melilla en vertu du pacte Sanchez-Rabat, met en garde contre le fait qu'elles

se transforment en passoire pour « drogue et djihadistes » notamment au passage d'El Tarajal avec Ceuta, en raison du manque de moyens humains et matériels de contrôle des bagages et voyageurs.

Et d'expliquer cela par le fait que ni un renforcement du personnel n'a été ordonné, ni des moyens de contrôle supplémentaires n'ont été organisés en « pleine escalade du risque d'entrée de drogue et avec l'alerte terroriste au niveau 4. »

L'alerte du syndicat a lieu alors que la controverse sur les morts dans le drame de Melilla est toujours vivante, et qu'un religieux espagnol vient d'être tué à Algésiras par une personne d'origine marocaine qui aurait déjà dû quitter l'Espagne.

Dans ce contexte, la Garde civile, qui rappelle que le gouvernement de Pedro Sanchez a versé au Maroc un total de 320 millions pour la protection des frontières

espagnoles contre l'arrivée des migrants, reproche à Sanchez de faire trop confiance à un gouvernement chérifien qui a déjà affirmé devant l'ONU qu'il n'assumait pas ces mêmes frontières.

Ce n'est pas la première fois que la classe politique met l'accent sur les pratiques de Sanchez.

Elle a déjà évoqué la « soumission » de Pedro Sanchez au Maroc, comme preuve du chantage que le royaume chérifien exerce sur le chef du gouvernement avant le traitement éventuel d'informations sensibles dont il aurait pris possession suite au piratage de son portable.

Affirmant que « la politique étrangère d'un pays est quelque chose qui n'appartient pas à un Président du gouvernement, car c'est l'image de l'Espagne. Cela peut avoir des conséquences géopolitiques très graves. »

I. A.

65<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DES MASSACRES DE SAKIET SIDI YOUSSEF

# Algérie-Tunisie : frères de cœur et de sang

Les peuples algérien et tunisien ont commémoré hier 08 février 2023, le 65<sup>e</sup> anniversaire des événements de Sakiet Sidi Youssef, où le sang algérien et tunisien s'est mêlé, consolidant, encore plus, les liens historiques et indéfectibles entre les deux pays voisins.

PAR LAKHDARI BRAHIM

Les événements de Sakiet Sidi Youssef, dont le 65<sup>e</sup> anniversaire sera célébré, mercredi par les deux peuples algérien et tunisien, se veut un symbole de la lutte commune et de résilience, en vue de l'émancipation et de l'indépendance, et un véritable témoin de l'esprit de solidarité et de fraternité qui n'a eu de cesse de s'approfondir aux plans officiel et populaire.

Ces massacres qui demeurent parmi les pires atrocités que la France coloniale a commises, ont constitué une grande halte dans l'histoire de la lutte des deux pays qui a unifié leur destin commun, au regard de sa symbolique dans l'instauration de la cohésion entre les enfants de l'Algérie et de la Tunisie, ainsi qu'une glorification de leur histoire commune à travers le sang des martyrs qui s'est mélangé, d'autant plus que ces événements n'ont fait que renforcer la détermination des enfants de la Tunisie à se mettre aux côtés de leurs frères algériens.

La date du 8 février de chaque année, demeure un jour mémorable dans les relations des deux pays, reflétant l'ampleur de la barbarie du colonialisme français qui avait alors pilonné la région tunisienne de Sakiet Sidi Youssef, sous le prétexte du droit de poursuivre des moudjahidines de l'Armée de libération nationale (ALN).



Ce jour donne une forte impulsion au renforcement des relations bilatérales qui se sont vu attribuer la qualité de la solidité, à travers l'attachement au système des valeurs communes entre les deux pays et leur lutte unifiée.

Il est indéniable d'affirmer que ce qui s'est passé à Sakiet Sidi Youssef représente, à vrai dire, un maillon lumineux dans l'histoire commune entre les deux peuples algérien et tunisien et que se remémorer ces massacres, aujourd'hui, suscite de part et d'autre, satisfaction et fierté de ce glorieux passé et que le sang pur qui s'est mélangé a donné aux semeurs de doute et aux comploteurs une leçon dans l'unité des positions, une cohésion dans les visions et une cohésion entre les deux peuples.

L'espace géographique des événements de Sakiet Sidi Youcef, outre le référent historique commun entre les deux peuples, se veut un creuset pour les valeurs de lutte commune et de solidarité, d'autant que ces événements sont devenus une référence pour les positions harmonieuses algéro-tunisiennes qui perpétuent les exploits des ancêtres et envisagent l'avenir à la lumière des enjeux et des défis auxquels sont

actuellement confrontés les deux peuples. À ce titre, les historiens relèvent la nécessité de poursuivre la recherche dans le domaine de l'histoire afin de protéger la mémoire de la nation, de transmettre le serment des chouhada et des moudjahidines aux générations montantes dans les deux pays.

L'odieuse attaque française contre Sakiet Sidi Youcef a ciblé des civils algériens et tunisiens, et pour laquelle le colonisateur a mobilisé 25 avions, ce qui a fait 79 martyrs, dont 14 enfants et 20 femmes, et 130 autres blessés, en sus de la destruction du village.

Ce massacre, à travers les sacrifices des Algériens et des Tunisiens, a constitué une source d'inspiration pour les générations futures qui y puisent le véritable sens de fraternité, de cohésion, de dévouement et de soutien au frère, ainsi que le renforcement du destin commun et des liens de coopération et de complémentarité fondés sur la volonté sincère qui caractérise la coopération bilatérale entre les deux pays, laquelle a été exprimée dans de nombreux événements officiels par les dirigeants des deux pays.

L.B.

## FONCTION PUBLIQUE

# Des syndicats brandissent la menace de grève

PAR KAMAL HAMED

Peu audible ces derniers temps, les syndicats font désormais entendre leurs voix. En effet, à la faveur de deux Projets de lois relatives à l'exercice du droit syndical et grève, des syndicats autonomes et même l'UGTA sont montés au créneau ces dernières semaines en haussant le ton. La confédération des syndicats autonomes (CSA) vient de franchir un autre palier en évoquant ouvertement la perspective d'initier une grève pour dire non aux deux projets de lois en question. Dans un communiqué rendu public avant-hier, qui est venu sanctionner une réunion organisée au siège de l'union nationale des personnels de l'éducation et de la formation (UNPEF) la CSA, qui représente des syndicats essentiellement présents dans le secteur de la Fonction publique, a clairement brandi la menace de grève dans le cas où les autorités ne répondent pas positivement à ses doléances déjà exprimées. Dans le même communiqué il est clairement noté que «ce conglomérat

de syndicats attend toujours une réponse positive des hautes autorités du pays à son premier communiqué rendu public à la mi-janvier.» Dans ce dernier la CSA, qui regroupe pas moins de quatorze syndicats activant notamment dans les secteurs de l'Éducation et de la santé, s'est insurgé contre le Projet de loi relatif à l'exercice du droit syndical et celui relatif à la prévention des conflits en milieu du travail et à l'exercice du droit de grève. La CSA a reproché aux pouvoirs publics d'avoir élaboré ces deux projets sans avoir au préalable consulté les syndicats et ce malgré l'engagement de l'autorité compétente à le faire, «ce qui marque une violation flagrante du principe du dialogue social.» Par voie de conséquence, le CSA appelle au retrait définitif de ces deux Projets de loi. Des projets qui ont été présentés d'ores et déjà à l'APN et qui sont actuellement au niveau de la commission permanente spécialisée. Dans le communiqué d'avant-hier, la CSA appelle ses troupes à la mobilisation générale pour sensibiliser

sur ce qu'elle considère «la dangerosité des deux Projets de lois sur l'avenir des fonctionnaires et des travailleurs.» Enfin la CSA a annoncé un accord sur la grève dont les modalités et la date seront précisés ultérieurement. La CSA manifeste ainsi son désaccord profond par rapport à ces deux projets législatifs. Une position qui est aussi partagée par l'UGTA. La centrale syndicale a eu à s'exprimer sur ces deux textes il y a quelques jours à l'issue d'une réunion de son secrétariat national. «Les articles des deux projets de lois ne sont pas conformes aux conventions internationales que l'Algérie a ratifiées. Certains articles des deux Projets de loi ne sont pas non plus conformes à la Constitution algérienne, en ce qui concerne les droits civiques et politiques. Les deux projets de loi ne consacrent pas la promotion des droits syndicaux et des libertés en Algérie», a indiqué le communiqué de l'UGTA signé de la main de son Secrétaire général, Salim Laabatcha

K. H.

## TRIBUNAL DE SIDI M'HAMED

### Saïd Bouteflika condamné à 12 ans de prison ferme

Le procureur de la République près le pôle pénal économique et financier du tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a condamné hier Saïd Bouteflika, frère et conseiller particulier de l'ancien président Abdelaziz Bouteflika, poursuivi avec d'autres accusés, notamment des hommes d'affaires, pour corruption et recel de revenus de corruption, à une peine de 12 ans de prison ferme assortie d'une amende de 8 millions de dinars. Dans la même affaire Ali Haddad et Ahmed Maazouz ont été condamnés à la même peine tandis que Mahieddine Tahkout a écopé de 15 ans de prison ferme assortis d'une amende de 8 millions de dinars.

Les frères Kouninef (Réda, Abdelkader Karim et Tarek-Noah) ont été condamnés à une peine de 10 ans de prison ferme assortie d'une amende de 8 millions de dinars chacun alors que leur sœur Souad a été condamnée à 15 ans de prison ferme avec confirmation du mandat d'arrêt international lancé à son encontre.

Mohamed Bairi a, quant à lui, été condamné à une peine de 8 ans de prison ferme assortie d'une amende de 8 millions de dinars.

Les frères Tahkout Hamid, Nacer et Rachid ont été condamnés à 5 ans de prison ferme et à une amende de 8 millions de dinars alors que l'ancien député Tahar Missoum dit «spécifique» a écopé de deux (2) ans de prison ferme assortis d'une amende de 8 millions de dinars.

L'accusé Aghilas Haddad a écopé de 3 ans de prison ferme assortis d'une amende de 8 millions de dinars alors que l'ancien directeur général de la Banque nationale d'Algérie (BNA), Aboud Achour a été condamné à deux ans de prison ferme assortis d'une amende de 500.000 DA.

Pour le reste des accusés, certains ont écopé entre 10 ans de prison ferme et un an de prison, et d'autres ont été acquittés.

Le tribunal a condamné Saïd Bouteflika, Mahieddine Tahkout, les frères Kouninef et Ali Haddad à verser in solidum un montant de 400 milliards de dinars au Trésor public à titre de compensation, avec confiscation de tous leurs fonds, revenus et biens illégaux dans le cadre de cette affaire.

## CONSEIL DE LA NATION Séance plénière aujourd'hui

«Le Conseil de la nation tiendra aujourd'hui une plénière consacrée aux questions orales adressées à trois membres du gouvernement», a indiqué hier un communiqué du Conseil.

«Les questions orales au nombre de sept programmées pour cette plénière concernent les secteurs de l'Environnement et des Énergies renouvelables, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, et des Transports», précise la même source.

R. N.

## ÉDUCATION

**Belabed appelle à encourager la filière mathématique**

L'orientation «massive» des élèves vers les filières des mathématiques et maths techniques constitue un «enjeu majeur du ministère de l'Éducation», a annoncé le ministre Abdelhakim Belabed, en ajoutant que «les plus grands efforts sont fournis à cet effet.» Un objectif, rappelons-le, révélé depuis environ une année. En 2022, M. Belabed avait affirmé que son secteur s'apprêtait à «la révision» des modalités d'orientation vers lesdites filières. Pour ce faire, son département a entrepris une série de mesures dont la création de la commission nationale des olympiades au niveau de l'Institut national de recherche en éducation (INRE) et ce n'est pas tout.

Dans ce cadre, la tutelle avait même pris la décision de créer de nouveaux lycées spécialisés en mathématiques à la faveur des écoles supérieures existantes dans différentes wilayas. En outre, la tutelle avait œuvré également pour «l'élaboration de mécanismes permettant d'élargir la formation des enseignants spécialisés dans les mathématiques au niveau des écoles normales supérieures (ENS) en plus de la révision continue de la formation.»

Lors d'une visite de travail dans la wilaya de Tlemcen, le ministre de l'Éducation, Abdelhakim Belabed, a évoqué de nouveau la demande de l'inscription dans les deux filières qui reste timide.

«Le taux d'inscription dans les deux filières est très faible», a-t-il précisé. Dans ce sens, le ministre a considéré que «l'orientation vers cette filière doit se faire à l'échelle nationale.» Dans cette optique, le ministère de l'Éducation se voit mener des actions de sensibilisation. «La sensibilisation ne va pas prendre fin. Elle va se poursuivre», a indiqué le ministre de l'Éducation dans une déclaration à la presse.

**Conditions de scolarité : le ministre fait un constat positif**

S'exprimant sur les conditions de la scolarisation des élèves, le ministre de l'Éducation a fait un constat positif. Selon lui, aucun dysfonctionnement lié au chauffage dans les écoles «n'a été constaté dans la wilaya de Tlemcen.»

Dans ce sens, le ministre a rassuré sur «la prise en charge de quelques autres cas.» Pour ce qui est du manuel scolaire, le ministre a affirmé que «plus de 50% des élèves ont bénéficié des livres scolaires à titre gracieux». «Un taux constaté sur le territoire national», d'après le même responsable. Par ailleurs, le ministre a fait savoir que «les préparatifs sont en cours pour la réception de nouveaux établissements au titre de l'année prochaine.» Lundi, alors qu'il était en visite dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, le ministre a évoqué un autre sujet, celui de la fourniture des tablettes numériques aux établissements scolaires. Belabed a souligné que «les efforts se poursuivent en vue de doter tous les scolarisés en tablettes pour alléger le poids de leurs cartables et renforcer le processus de modernisation de l'école algérienne.» Dans ce contexte, le ministre a suivi les informations présentées par les responsables de l'entreprise nationale des industries électroniques qui ont signalé que plus de 71.900 tablettes numériques ont été distribuées à ce jour. Il est prévu la livraison d'un deuxième lot de 74.000 autres unités en avril prochain.

R. N.

## PRÉSIDENT DE L'UNION NATIONALE DES AGRONOMES :

**« Produire 30 quintaux de blé à l'hectare n'est pas impossible »**

*L'Union nationale des agronomes a apprécié les directives du président de la République, qui visent le développement du secteur Agricole en général et assurer l'approvisionnement en blé stratégique en particulier.*

PAR RIAD EL HADI

Il s'agit aussi de réduire la facture des importations après avoir pu atteindre l'autosuffisance. Le président de l'organisation, Mounib Oubiri, a estimé que «relever le défi d'atteindre un taux de production de 30 quintaux par hectare, n'est pas impossible, si les céréaliculteurs et agriculteurs sont techniquement accompagnés et guidés avec la fourniture d'engrais, de médicaments et d'eau d'irrigation en préparant des plants élaborés.» Il a souligné que le développement de cette

filière est primordial, afin d'obtenir une rentabilité, permettant de réduire la facture d'importation et stabiliser notre sécurité alimentaire. Oubiri a considéré qu'en contrepartie, il est nécessaire que l'accompagnement technique porte sur l'encouragement de l'agriculteur, lui donner les moyens nécessaires et l'appuie avec des spécialistes pour l'orienter et ainsi atteindre les niveaux de production les plus élevés, à travers l'utilisation rationnelle de pratiques agricoles saines, grâce auxquelles nous pouvons atteindre des niveaux de production agricole plus élevés, dans ses différentes filières et donner un revenu plus élevé en blé et cultures stratégiques pour développer notre économie et valoriser nos richesses. Le responsable de l'union nationale des agronomes a déclaré que le ministère a reçu pour instruction de suivre l'accompagnement des agriculteurs avec tous les moyens de soutien, que ce soit l'accompagnement technique ou l'orientation et la sensibilisation, ainsi que de mobiliser tout ce dont la terre a besoin pour augmenter la production d'engrais, soutenir l'irrigation et fournir des intrants

tout en élargissant la zone de production, comme l'augmentation des investissements et l'octroi de terres agricoles. Et le dossier pour le règlement du statut de l'immobilier agricole, pour assurer l'expansion de la production agricole. Afin d'atteindre cet objectif en un temps record, l'interlocuteur a mentionné qu'il n'y a pas de choses impossibles, mais en échange de cela, l'ambition doit accompagner cela, planifier pour atteindre l'objectif avec une période de temps étudiée, des plans et des stratégies pré-étudiés avec des mécanismes pour leur mise en œuvre, qui sont réalistes, loin d'encherir pour atteindre l'objectif. Mounib Oubiri s'expliquera : « Nous pouvons atteindre l'objectif, et il n'est pas difficile d'atteindre la production de 30 à 40 quintaux par hectare. Des choses faciles à atteindre pour les techniciens, mais en fournissant les mécanismes nécessaires, avec un accompagnement et des conseils techniques et la fourniture d'engrais, de médicaments et d'eau d'irrigation dans le cadre de plans étudiés avec l'implication de tous les acteurs. »

R. E.

## L'ESPÉRANCE DE VIE A ÉVOLUÉ EN ALGÉRIE

**Une moyenne de 77 ans retenue**

PAR FAYÇAL ABDELGHANI

L'espérance de vie s'est nettement améliorée depuis ces dernières années. Selon la dernière étude de l'organisme spécialisé Statista, l'algérien vit en moyenne 77 ans contre 47 ans dans les années de l'indépendance.

Cet organisme spécialisé a mis récemment en ligne son compte-rendu où il classe « l'Algérie comme championne d'Afrique en termes d'espérance de vie. » C'est notamment cet indice qui est évoqué dans « l'amélioration des structures de santé et l'amélioration de la qualité de vie depuis ces dernières années. » Dans cette étude, il est question de critères de comparaison de l'évolution de la population et de la régression du taux de mortalité depuis l'accès de l'Algérie à l'indépendance. En 1962, l'espérance de vie atteignait en moyenne 47 ans avec un taux de mortalité des nouveau-nés plus prononcé que de nos jours. Le taux de mortalité chez les femmes enceintes et les enfants était passé de 108 cas pour 1000 naissances à 18,9 cas en 2022. Ceci explique largement la politique sociale et sanitaire qui a permis depuis ces dernières années à une contribution pour améliorer le taux d'espérance de vie en Algérie. L'ONS avait précédemment signalé dans son étude sur la population que « la tranche d'âge entre 15 à 49 ans est la plus dynamique et principal moteur de développement » alors que la tranche d'âge de 60 ans et plus est rangée dans la catégorie de la population qui a allongé sa durée de vie depuis environ 50 ans. Le mérite de cette évolution de l'âge de vie des citoyens, reviendrait en premier lieu à la politique de vaccination généralisée contre les formes les plus brutales de certains virus mortels. L'Algérie avait entamé ces campagnes de vaccination dès

les années 1960 et a poursuivi ses efforts dans le cadre de l'objectif de l'OMD (objectif du millénaire de développement). Il y a également dans ce registre, une nette amélioration du cadre de vie des citoyens et la diminution des facteurs de risques des grandes maladies du siècle précédent.

**Une nouvelle dynamique de la population**

Les autres indices de l'organisme Statista touchent particulièrement au rapport entre évolution de la population et le développement économique. En effet, il est plus aisé de constater que « l'accès au logement, la santé et l'eau potable » sont les fondamentaux qu'assure l'État pour ces citoyens. En comparaison avec d'autres pays africains, l'Algérie se situe en pôle position sur ces critères basiques de la vie des citoyens. Ensuite, il y a une stabilisation du taux de chômage entre 12 et 14% selon les statistiques officielles alors que le FMI prédit une augmentation sensible de ce taux à 19% en 2026. Cela dit, ceci ne reste qu'une prédiction puisque les pouvoirs publics ont commencé à prendre en charge cette catégorie de la population en lui accordant une allocation jugée assez satisfaisante comme début par nombre d'experts. Il y a également, l'amélioration du taux de croissance du PIB par habitant. C'est un critère essentiel qui permet de mesurer la redistribution de la richesse générée par le pays à ces habitants. Cet indice est donc évalué, actuellement, à une moyenne de 4000 dollars par habitant et reste dépendant des projets de développement initiés depuis ces 3 dernières années et du taux évolutif des salaires et de sa parité au pouvoir d'achat.

F. A.

**COMPLEXE INDUSTRIEL DE FABRICATION D'ENGINS À MAGRA (M'SILA)****Partiellement mis en service en août prochain**

«Le Complexe industriel de fabrication d'engins sis à la commune de Magra dans la wilaya de M'sila sera partiellement mis en service en août prochain», ont annoncé hier les services de la wilaya. «Le complexe de fabrication de remorques, grues, structures métalliques, matériel roulant, fonderie, de fabrication et installation de véhicules, agencements, accessoires et de pièces automobiles a bénéficié en 2022 d'une levée des réserves émises par les services de la wilaya», a-t-on indiqué de même source. «Mobilisant un capital de 1,720 milliard de dinars, le complexe s'étend sur une superficie de 8.000 mètres carrés», a-t-on précisé. «Plus de 200 postes d'emplois directs et 400 autres indirects seront créés après la concrétisation de ce projet au profit des jeunes de la wilaya de M'sila, notamment de la commune de Magra», a-t-on ajouté, relevant que la mise en service du projet permettra de renforcer l'industrie de véhicules industriels et augmenter l'offre de la pièce de rechange. «La reprise des travaux de réalisation de ce projet, suspendus suite à une décision de changement d'activité, a été concrétisée suite à l'intervention de la commission locale de levée des contraintes que rencontrent les investisseurs dans la wilaya de M'sila», ont noté les mêmes services.

R. N.



## SÉISME EN TURQUIE ET EN SYRIE

# Hommages unanimes aux secouristes algériens

*Les secouristes algériens se sont de nouveau distingués en prenant part activement aux opérations de secours des victimes du séisme dévastateur qui a frappé de vastes régions de Turquie et de Syrie.*

PAR CHAHINE ASTOUATI

Tôt dans la matinée du lundi 6 novembre, un séisme de magnitude 7,8 a dévasté le Sud-est de la Turquie et le Nord de la Syrie, faisant des milliers de morts et de blessés. L'Algérie est l'un des premiers pays à annoncer l'envoi d'aides humanitaires et d'équipes de secours de la Protection civile dans les deux pays. Les secouristes de la Protection civile algérienne ont une grande expérience dans la gestion de ce genre de catastrophes naturelles, l'Algérie ayant connu plusieurs séismes depuis l'indépendance, dont les plus dévastateurs sont ceux de Chlef en 1980 et de Boumerdès en 2003. Dans la matinée de lundi, le président de la République Abdelmadjid Tebboune a ordonné l'envoi d'équipes de secouristes de la Protection civile en Turquie. Le départ du premier groupe de secouristes algériens, composé de 89 éléments de la Protection civile, de médecins et d'une brigade cynotechnique, a été supervisé par le ministre de l'Intérieur, Brahim Merad, lundi. Celui-ci a indiqué que le président de la République a insisté pour que les secouristes de la protection civile algérienne « soient parmi les premiers qui arrivent sur les zones touchées pour qu'elles donnent les premiers secours aux sinistrés ». Une seconde équipe composée de 86 secouristes algériens spécialisés dans les catastrophes naturelles a été envoyée dans la soirée vers la Syrie, ainsi que 40 secouristes bénévoles du Croissant-rouge algérien. Cela, outre l'envoi de 115 et 95 tonnes d'aide humanitaire vers la Syrie et la Turquie respectivement. Le Président turc Recep Tayyip Erdogan a annoncé lundi que 45 pays ont proposé leur aide à son pays. L'Algérie a été l'un des premiers pays à agir et à envoyer des équipes de secouristes sur le terrain.

**Les secouristes algériens rehaussent l'image de l'Algérie**  
L'équipe de secouristes algériens envoyée en Turquie s'est illustrée dès son arrivée

### FEUX DE FORÊTS AU CHILI L'Algérie exprime sa solidarité

Dans un communiqué publié mardi soir, le ministère des Affaires étrangères a exprimé « la sympathie et la solidarité de l'Algérie avec le Chili, confronté à de graves feux de forêts depuis plusieurs jours ». « Suite aux feux de forêts ayant ravagé plusieurs régions de la République de Chili et fait plusieurs victimes entre morts et blessés, l'Algérie présente ses sincères condoléances aux familles des victimes, tout en souhaitant un prompt rétablissement aux blessés », lit-on dans le communiqué.

L'Algérie « exprime sa sympathie et sa solidarité avec la République de Chili, dirigeants, gouvernement et peuple, en cette douloureuse circonstance », conclut le communiqué. **R. N.**



en apportant son savoir-faire et son professionnalisme dans les opérations de recherche sous les décombres.

« Ce mardi, elle a sauvé une femme restée coincée sous les décombres pendant 32 heures, dans la région d'Adiyaman, dans le sud-est de la Turquie », selon la télévision algérienne.

Le groupe de secouristes algériens parti pour la Syrie est arrivé ce mardi à l'aéroport d'Alep, avant de prendre la route vers les zones sinistrées.

« Dans un entretien téléphonique ce mardi, le Président syrien Bachar Al Assad a remercié Abdelmadjid Tebboune pour la solidarité affichée par l'Algérie qui », a-t-il noté, « était le premier pays à répondre à l'appel à l'aide ».

Sur le terrain, les éléments envoyés en Syrie se sont eux aussi illustrés par leur professionnalisme. Sur les réseaux sociaux, beaucoup d'Algériens ont exprimé leur fierté et rendu un hommage unanime aux éléments de la Protection civile qui, par leur professionnalisme et leur bravoure, contribuent à rehausser l'image de l'Algérie. Même à l'étranger, des internautes n'ont pas manqué de les saluer.

Ce genre de moment devrait transcender la politique, mais il n'a pas empêché le conflit syrien de remonter à la surface. Certaines voix à l'étranger ont accusé le régime syrien d'empêcher l'aide humanitaire et les secours d'arriver dans les zones sinistrées contrôlées par la rébellion.

C'est le cas par exemple de la ministre allemande des Affaires étrangères, Annalena Baer Bock, qui a appelé à faire pression sur le Président Assad pour qu'il laisse passer l'aide humanitaire.

Des parties d'Idleb et d'Alep, les provinces les plus touchées par le séisme,

échappent au contrôle du régime syrien.

### Les secouristes algériens sauvent des vies

Selon un bilan provisoire des interventions des secouristes algériens déployés en Turquie et en Syrie, un total de 7 personnes vivantes ont été sauvées et retiré 25 corps sans vie dans ces deux pays.

« Le bilan provisoire des interventions des équipes de protection civile qui se sont rendues dans les deux pays frères pour participer aux opérations de sauvetage et de secours suite au séisme dévastateur enregistré lundi au sud de la Turquie et le nord de la Syrie fait état du sauvetage de 7 personnes sous les décombres et du retrait de 25 corps sans vie », a indiqué hier le directeur des statistiques et de l'information à la Direction générale de la Protection civile, le Colonel Farouk Achour.

Concernant les interventions en Turquie, les équipes « travaillent depuis leur arrivée 24H/24 et ont localisé leur mission dans un secteur de plusieurs quartiers où de nombreuses bâtisses se sont effondrées », a-t-il précisé faisant état du sauvetage de « 6 personnes et du retrait de 18 corps sans vie ».

« La mission n'est pas facile compte tenu des conditions difficiles dans lesquelles travaillent nos équipes qui s'acquittent de leur mission avec professionnalisme et efficacité en vue de sauver le maximum de victimes », a-t-il expliqué.

De son côté, le chargé de communication au niveau de la direction, le capitaine Nassim Berna oui, a affirmé que les interventions en Syrie « se poursuivent à plein régime », ajoutant que « les équipes de la Protection civile ont pu sauver une per-

sonne sous les décombres, et retirer les corps de 7 autres victimes. »

Et d'ajouter que « les équipes sont réparties dans la région d'Alep, plus précisément dans la zone appelée Boustane Qasr al-Masharqa, à travers 4 points où elles travaillent, sans relâche, pour sauver les victimes sous les décombres. »

### Nécessité d'intensifier les efforts

« Les agences humanitaires de l'ONU ont insisté sur la nécessité d'intensifier les efforts de recherche et de secours et de veiller à ce que l'aide vitale parvienne à tous ceux qui en ont besoin, après les tremblements de terre en Turquie et en Syrie. Près de 6.000 bâtiments se seraient effondrés dans le pays », a déclaré Jens Laerke, porte-parole du Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) à Genève.

Les besoins de la Syrie sont également énormes, a poursuivi le porte-parole d'OCHA, tout en relayant les informations des autorités sanitaires du pays qui ont fait état de plus de 800 morts et plus de 1400 blessés, notamment à Alep, Lattaquié, Hama, la campagne d'Idleb et Tartous. Plus de 200 répliques ont été enregistrées en Syrie. « Cela est bien sûr arrivé au pire moment pour de très nombreux enfants vulnérables dans ces régions qui avaient déjà besoin d'une aide humanitaire », a déclaré James Elder, porte-parole du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF). « C'était déjà une situation d'urgence dans le Nord-ouest de la Syrie où quatre millions de personnes reçoivent une aide humanitaire. Les communautés là-bas sont aux prises avec une épidémie de choléra, un hiver brutal et bien sûr un conflit », a expliqué M. Elder.

Faisant écho à ces préoccupations, l'agence des Nations unies pour les réfugiés, le HCR, a déclaré que « la situation était tragique dans les 10 provinces turques touchées par les tremblements de terre. »

Dans certaines de ces provinces touchées en Turquie, 50% des personnes sont désormais des réfugiés, tandis qu'en Syrie, le porte-parole du HCR, Matthew Saltmarsh, a décrit l'urgence du tremblement de terre comme un « coup de marteau » pour les populations déplacées qui n'ont pas de travail et dont les économies sont épuisées.

Au moment où les équipes internationales de recherche et de secours arrivent dans la région, coordonnées par OCHA, le porte-parole de cet organisme, Jens Laerke a souligné qu'« il est vraiment essentiel que ces équipes se mobilisent le plus tôt possible. »

C. A.

## Erdogan salue la position solidaire de l'Algérie

« Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a eu, ce mardi, un entretien téléphonique avec son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, à qui il a réitéré ses sincères condoléances suite au séisme dévastateur qui a frappé son pays », a indiqué un communiqué de la présidence de la République.

« Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a eu mardi un entretien téléphonique avec son frère, le président de la République turque, M. Recep Tayyip Erdogan, au cours duquel il lui a réitéré, en son nom personnel et au nom du peuple algérien, ses sincères condoléances pour les victimes du séisme dévastateur qui a frappé une grande partie

du Sud-est de la Turquie », précise le communiqué. Le président de la République a affirmé que « l'Algérie se tiendra aux côtés de la Turquie pour surmonter cette épreuve qui a endeuillé le peuple turc frère », ajoute la même source. Il a également affirmé « la disponibilité de l'Algérie à fournir et à envoyer des aides en Turquie », souligne le communiqué.

De son côté, « le Président turc a tenu à remercier son frère, le président de la République, pour avoir prêté aide et assistance dès les premières heures de cette terrible catastrophe », saluant « la position solidaire de l'Algérie » conclut le communiqué.

R. N.

## Le bilan dépasse les 9500 morts

« Le bilan du dernier séisme qui a frappé lundi la Turquie et la Syrie s'est encore une fois alourdi pour atteindre les 9504 morts », selon les chiffres donnés par les autorités et les secouristes des deux pays. En Turquie, le bilan s'est élevé à au moins 6 957 décès et 34.810 blessés, a rapporté hier l'agence de presse Anadolu, citant le vice-président turc, Fuat Oktay. « En Syrie, au moins 2 547 décès et 2.050 blessés ont été enregistrés », a confirmé le ministère syrien de la Santé.

R. N.

# MIDI

## CULTURE

IL Y A HUIT ANS, DISPARAISAIT ASSIA DJEBAR

## Un monument de la littérature algérienne d'expression française

*Elle aura ouvert la voie de la littérature et de l'enseignement universitaire à la femme algérienne dans les années 1950 et participé à l'émergence d'une littérature algérienne d'expression française, Assia Djebbar, reste une référence littéraire incontournable et un monument de la culture algérienne.*



POUR ENCOURAGER LES JEUNES CRÉATEURS  
**Le ministère de la Culture lance le prix "Cadets de la culture"**





IL Y A HUIT ANS, DISPARAISAIT ASSIA DJEBAR

# Un monument de la littérature algérienne d'expression française

Elle aura ouvert la voie de la littérature et de l'enseignement universitaire à la femme algérienne dans les années 1950 et participé à l'émergence d'une littérature algérienne d'expression française, Assia Djebbar, reste une référence littéraire incontournable et un monument de la culture algérienne.

PAR KAHINA HAMMOUDI

Disparue il y a huit ans, Assia Djebbar, a été l'une des premières romancières algériennes et une des premières professeures d'histoire à l'université d'Alger au lendemain du recouvrement de l'Indépendance, mais aussi la première écrivaine nord-africaine élue à l'Académie française en 2005.

Assia Djebbar, nom de plume de Fatima-Zohra Imalhayène, née le 30 juin 1935 à Cherchell, dans la wilaya de Tipasa et décédée le 6 février 2015 à Paris, est une femme de lettres algérienne d'expression française.

Auteure de nombreux romans, nouvelles, poésies et essais, elle a aussi écrit pour le théâtre et a réalisé plusieurs films. Assia Djebbar est considérée comme l'un des auteurs les plus célèbres et les plus influents du Maghreb. Elle est élue à l'Académie française en 2005, devenant ainsi la première écrivaine nord-africaine à y être reçue. Assia Djebbar est née dans une famille de la petite bourgeoisie traditionnelle algérienne. Son père, Tahar Imalhayène, était un instituteur (issu de l'École normale d'instituteurs de Bouzaréa), che-noui originaire de Gouraya. Sa mère, Bahja Sahraoui, appartient à la famille des Berkani (issue des populations berbères chenouis Ait Menasser du Dahra), dont un aïeul a combattu aux côtés de l'Emir Abd El-Kader et l'a suivi en exil. Assia Djebbar passe son enfance à Mouzaïa ville (Mitidja), étudiée à l'école française, puis dans une école coranique privée. À partir de 10 ans, elle étudie au collège de Blida et, faute de pouvoir y apprendre l'arabe classique, elle commence à apprendre le grec ancien, le latin et l'anglais. Elle



obtient le baccalauréat en 1953 puis entre en hypokhâgne au lycée Emir Abdelkader d'Alger (ex-Bugeaud).

En 1954, elle entre en khâgne au lycée Fénelon (Paris). L'un de ses professeurs est Dina Dreyfus. L'année suivante, elle intègre l'École normale supérieure de jeunes filles de Sèvres, où elle choisit l'étude de l'Histoire. Elle est la première femme algérienne à intégrer l'École. À partir de 1956, elle décide de suivre le mot d'ordre de grève de l'UGEMA, l'Union générale des étudiants musulmans algériens, pour protester contre la répression en Algérie, et ne passe pas ses examens. Elle est exclue de l'école de la rue de Sèvres pour avoir participé à la grève. C'est à cette occasion qu'elle écrit son premier roman, *La Soif*. Pour ne pas choquer sa famille, elle adopte un nom de plume, Assia Djebbar : Assia, la consolation, et Djebbar, l'intransigeance. Elle épouse l'écrivain Walid Garn, pseudonyme de l'homme de théâtre Ahmed Ould-Rouis, puis quitte la France pour l'Afrique du Nord.

Pendant une dizaine d'années, elle délaisse l'écriture pour se tourner vers un autre mode d'expression artistique, le cinéma. Elle réalise deux films, *La Nouba des Femmes du Mont Chenoua* en 1978, long-métrage qui lui vaudra le prix de la critique internationale à la Biennale de Venise de 1979, et un court-métrage, *La Zerdia ou les chants de l'oubli*, en

1982. De 1997 à 2001, elle dirige le Centre d'études francophones et françaises, à la suite d'Édouard Glissant, à l'université d'État de Louisiane. En 1999, elle soutient sa thèse à l'université Paul-Valéry Montpellier 3, au sujet de sa propre œuvre. La même année, elle est élue membre de l'Académie royale de langue et de littérature françaises de Belgique.

Se partageant entre la France et les États-Unis, elle enseigne à compter de 2001 au département d'études françaises de l'université de New York. Le 16 juin 2005, elle est élue au fauteuil 5 de l'Académie française, succédant à Georges Vedel, et y est reçue le 22 juin 2006. Elle est docteur honoris causa de l'Université de Vienne (Autriche), de l'Université Concordia de Montréal (Canada) et de l'université d'Osnabrück (Allemagne). Elle meurt le 6 février 2015 à Paris.

## Thèmes de son œuvre

Les œuvres d'Assia Djebbar partent souvent de l'individuel, voire de l'autobiographique, pour évoquer des thèmes collectifs. Elle a ainsi à plusieurs reprises dépeint la situation de sa génération, confrontée aux valeurs de deux communautés et de deux cultures. Parmi ses premières œuvres, *Les Enfants du nouveau monde*, en 1962, et *Les Alouettes naïves* en 1967, se placent durant la Guerre

d'indépendance algérienne (qui n'est pas terminée au moment où le premier de ces romans est écrit), et évoquent le rôle des femmes au quotidien et dans ce conflit spécifique, leur claustration dans la société traditionnelle algérienne et leur désir d'émancipation. *Femmes d'Alger dans leur appartement*, en 1980, est un recueil de nouvelles qui emprunte son titre aux tableaux d'Eugène Delacroix et de Pablo Picasso. Au-delà du dialogue avec ces œuvres picturales, c'est l'histoire des femmes d'Alger, du pouvoir patriarcal et de la colonisation. *Loin de Médine*, en 1991, rappelle les événements qui entourent les derniers jours du Prophète Mahomet et le rôle des femmes dans ces événements.

En 1996, dans *Le Blanc de l'Algérie*, elle s'insurge contre le retour d'une terreur meurtrière en Algérie, et tente de remonter le fil du temps pour rendre intelligible l'origine du mal. En 2003, son ouvrage *La Disparition de la langue française* est consacré à cette langue imposée puis assumée comme langue d'écriture.

*Nulle part dans la maison de mon père*, en 2007, est un récit intimiste sur la fin de son adolescence, le refus d'une société patriarcale, les interdits qui étouffaient sa vie à l'époque et la liberté dont semblait jouir, en regard, ses condisciples européennes.

K. H.

## Principales œuvres littéraires

Les œuvres d'Assia Djebbar ont été traduites en 21 langues.

- *Nulle part dans la maison de mon père*, Éd. Fayard, Paris, 2007, 407 p. (ISBN 9782213635408) (roman)
- *La Disparition de la langue française*, Éd. Albin Michel, Paris, 2003, 306 p. (ISBN 9782226141651) (roman)
- *La Femme sans sépulture*, Éd. Albin Michel, Paris, 2002, 219 p. (roman)
- *Filles d'Ismaël dans le vent et la tempête*, Florence, Juinti, 2000 (théâtre musical)
- *Ces voix qui m'assiègent...* en marge de ma francophonie, Éd. Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1999, 272 p. / Éd. Albin Michel, Paris, 1999, 272 p. (essais)
- *Les Nuits de Strasbourg*, roman, Actes Sud, 1997, 408 p. (roman)
- *Oran, langue morte*, Éd. Actes Sud, Paris, 1997, 380 p. (nouvelles)
- *Le Blanc de l'Algérie*, Éd. Albin Michel, Paris, 1996, 250 p. (récit)
- *Vaste est la prison*, Éd. Albin Michel, Paris, 1995, 351 p. (roman)
- *Loin de Médine*, Éd. Albin Michel, Paris, 1991, 314 p. (roman)
- *Ombre sultane*, roman, J.-C. Lattès, 1987 (roman)
- *L'Amour, la fantasia*, roman, J. C. Lattès/Enal, 1985 (roman)
- *Femmes d'Alger dans leur appartement*, nouvelles, Des Femmes, 1980.
- *Rouge l'aube*, théâtre, SNED, 1969.
- *Poèmes pour l'Algérie heureuse*, poésie, Sned, 1969.
- *Les Alouettes naïves*, Éd. Julliard, Paris, 1967 (roman)
- *Les Enfants du Nouveau monde*, Éd. Julliard, Paris, 1962 (roman)
- *Les Impatients*, Éd. Julliard, Paris, 1958 (roman)
- *La Soif*, Éd. Julliard, Paris, 1957 (roman); 2e Éd. Barzakh, Alger, (2017)

POÉSIE HAÏKU

# Trait d'union entre l'expression spontanée et la condensation sémantique

La poésie haïku, un genre littéraire d'origine japonaise extrêmement bref, est le "trait d'union entre l'expression spontanée et la condensation sémantique", ont estimé les participants aux Journées nationales de cet art poétique venu de l'extrême Orient organisées à Biskra.



Ce genre littéraire, venu du Japon, et qui a des similitudes avec les quatrains et tercets arabes, "a pu acquiescer une particularité arabe après avoir été enrichi par la langue du Coran", a précisé la chercheuse en littérature et culture Amel Boulahmam de l'université de Batna dans son intervention intitulée "l'expérience haïku à travers les clubs électroniques". Pour la chercheuse, "tout a commencé par la méditation en pleine nature et a été imposé par le besoin psychologique de l'homme actuel à s'exprimer dans une époque marquée par la promptitude". La poésie haïku, a-t-elle expliqué, "a la possibilité de résumer des images de la vie au travers des expressions traduisant la profondeur sémantique des significations par des formules spontanées et une économie linguistique". Mme Boulahmam a indiqué que "ce nouveau venu (genre litté-

raire) s'impose comme style artistique, voyage et se répand grâce à l'espace virtuel". Il s'agit, a-t-elle ajouté, d'une "suggestion esthétique et non pas d'une alternative à la poésie classique". La poésie haïku, a détaillé l'intervenante au cours de la rencontre qui s'est tenue à la salle Ahmed Rékha-Houhou de Biskra, "s'écrit généralement en trois lignes qui commencent par la liaison entre la description et l'événement. Elle (la poésie) traite de la nature ou une séquence particulière prise de la réalité ou une image ou encore une contradiction entre deux images ou des séquences. Cette forme poétique a vu l'adhésion de plusieurs poètes comme Réda Didani, Lakhdar Barak, Mohamed Lakhdari, Maâchou Kerour, Afra Gamir Talbi et Anfouane Fouad qui ont fait

preuve de créativité dans la consolidation de son pouls en Algérie". Pour sa part, la poétesse Samia Benassou a indiqué, dans son intervention intitulée "Haïku et les techniques de son écriture", que "ce genre littéraire sont des prises captées par le "Haïkist" qui prend l'image d'un angle différent suscitant l'étonnement et la surprise chez le récepteur".

La poésie haïku est une expression poétique éclair et intensifiée avec un langage simple exprimant la sagesse de l'auteur du poème et se caractérise par la séquence (le panorama), la continuité et le paradoxe (l'étonnement).

Dans son intervention, le poète Lazhar Adjiri a indiqué qu'"en dépit du fait que cette poésie jouit du respect et est présente comme une culture humaine dans le

monde car imposée par les réseaux sociaux, elle demeure cependant rejetée par les critiques qui la considèrent comme une intrusion, impactant les modèles littéraires originaux".

Pour M. Adjiri, "la question qui se pose et dont le futur répondra est : ce nouveau venu résistera-t-il aux critiques?".

La manifestation culturelle de deux jours, organisée à l'initiative du club Sanabil de la créativité culturelle de Biskra en collaboration avec la Direction locale de la culture et des arts et la maison de la culture Ahmed-Réda-Houhou, sera ponctuée par des lectures poétiques du genre haïku déclamées par des poètes du pays et sera marquée par des interventions suivies de débats pour faire connaître ce genre littéraire, selon le programme.

POUR ENCOURAGER LES JEUNES CRÉATEURS

## Le ministère de la Culture lance le prix "Cadets de la culture"

Le ministère de la Culture et des Arts a annoncé le lancement d'un nouveau prix intitulé "Cadets de la culture" au profit des jeunes créateurs dans les catégories artistiques, plastiques et littéraires sous le haut patronage du Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a indiqué un communiqué du ministère. Ce prix annuel, dont la première édition est baptisée du nom de l'écrivain Malek Haddad (1927-1978), vise à "encourager les jeunes créateurs à se pencher davantage sur les domaines culturels et artistiques pour conférer

une valeur ajoutée à la scène culturelle et créative algérienne et accompagner les jeunes talents". Le prix est scindé en deux catégories, la première porte sur "les œuvres artistiques et plastiques", à savoir "la musique et la prestation" comprenant le solo ou le chœur, la représentation théâtrale, télévisée ou cinématographique, le chant en concert ou enregistré d'un solo, en sus des arts plastiques incluant le dessin, la sculpture et le design graphique. La seconde catégorie comporte "les œuvres littéraires", telles que la narration dont le conte, le conte

pour enfant, le roman destiné aux enfants et la poésie.

Le concours est ouvert pour les enfants et les jeunes créateurs algériens résidant tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, dont l'âge varie entre 7 et 16 ans. Il est exigé dans ce concours l'impératif de faire respecter dans l'œuvre en lice pour le prix les spécificités culturelles algériennes et de ne pas porter atteinte aux valeurs humaines. Les candidats désirant participer sont invités à déposer leurs dossiers au niveau du siège du ministère de la Culture et des Arts à Alger ou via le courriel:

createurfutur@m-culture.gov.dz.

La valeur du prix dans chaque domaine est évaluée à 150.000 DA pour le premier prix, 100.000 DA pour le deuxième et 70.000 DA pour le troisième, en sus de l'impression des œuvres écrites en un seul tome pour chaque catégorie sous le titre "œuvres distinguées par le prix des cadets de la culture, édition Malek Haddad 2023", ainsi que la remise du trophée.

Le dernier délai pour la réception des œuvres est fixé au 15 mars prochain et les prix seront remis le 16 avril.

PRÉSENTÉE À ALGER

# "Declic", une exposition d'arts vidéo et sonore

*"Declic", une exposition d'arts vidéo et sonore qui met en valeur le travail de jeunes cinéastes en herbe, encadrés et formés durant une année, a été ouverte à Alger.*

Visible à la galerie des "Ateliers sauvages" jusqu'au 15 février, l'exposition est issue d'un programme d'accompagnement à la création en Arts vidéo et sonore, initié dans le cadre du projet "Kayan" le 5 janvier 2022 par le collectif Mon autre école. "Ce projet est né d'une longue et lente maturation sur la place centrale qu'occupe la création artistique dans l'épanouissement de la personne et la prise de conscience de sa place dans la société", a commenté l'écrivaine et galeriste des Ateliers sauvages, Wassyla Tamzali, qui a mis ce bel espace à contribution.

Sept idées traitant de thématiques tirées du vécu personnel des jeunes participants, ont été retenues dans le projet "Declic", initié et mené essentiellement par l'artiste visuelle, Rima Djahnine et le formateur et coordinateur général, Rafik Ouadi, assistés, entre autres par, Rafika Benlakhdar (Kika), Amina Djahnine et Ager Oueslati.

Encadrées et accompagnées, une année durant, les jeunes cinéastes en devenir, Ikram Abderrahim et Ines Chikh d'Alger, "Zizou" Zineddine Rebai, "Boudji" Yanis Boudjelal et "Yann" Yanis Bouguellid de Bejaia, "Sam" Hamza Messaoudi de Batna et Célia Mimoun de Tizi Ouzou, ont présenté leurs oeuvres au public pour la première fois.

D'une durée de 4mn chacune, les vidéos, respectivement énumérées, "El Kitmane" (sans voix), "L'mraya" (le



miroir), "Thilissa" (les frontières), "Tarewla" (la fuite), "Gatlato", "Poignant-Ire" et "Hiya, ana, hiya" (elle, lui, elle), ont porté à l'écran les préoccupations, voire les inquiétudes et les frustrations de leurs auteurs.

Répartis sur plusieurs espaces de projection, avec à l'entrée de chacun, un panneau de présentation de la vidéo, les travaux réalisés étaient diffusés en boucles, au plaisir des nombreux visiteurs qui se relayaient d'un box à un autre.

"Sincèrement, je suis comme sur un nuage, je vis mon baptême cinématographique, grâce à Rima et Rafik", a réagi le jeune Boudji.

D'une moyenne d'âge de 23 ans, les exposants ont, entre autres, été pris en ateliers de, l'Histoire de l'Art, l'Ethique

de l'Art, formation aux techniques de la photographie et la vidéographie, sémantique de l'Image et du Son.

"Les jeunes foisonnent d'idées, leur esprit est éveillé et plein de créativité, il suffit juste de leur tendre la main et leur offrir un cadre agréable et un accompagnement" ont déclaré Rima Djahnine et Rafik Ouadi, précisant que "la réussite de cet événement s'est faite aussi, grâce à la contribution d'artistes et de bénévoles qui ont cru en notre démarche".

Le collectif Mon autre école a réussi, de l'avis de plusieurs visiteurs, à "créer une dynamique de groupe qui, au-delà des thématiques personnelles abordées, a fait de la réalisation de chaque vidéo, un travail collectif".

## CITÉ INTERNATIONALE DES ARTS Programme de résidences à destination d'artistes algériens

La Cité internationale des arts de Paris lance un appel à candidatures relatif à un programme de résidences de création et de recherche, s'adressant aux artistes visuels, artistes musiciens, et écrivains algériens travaillant et résidant en Algérie.

Après la réunion d'un jury de professionnels du monde de l'art et de la culture, six artistes (deux artistes visuels, deux musiciens et deux écrivains) seront alors sélectionnés pour des résidences de trois mois chacune. L'objectif de cette résidence est de promouvoir et faciliter la mobilité des artistes algériens de même qu'élargir leur réseau professionnel et artistique.

### Critères d'éligibilité et de sélection

Tout d'abord, pour participer à l'appel à candidatures, l'artiste doit être de nationalité algérienne, travailler et résider en Algérie. Aussi, il doit avoir terminé son cursus académique et/ou pouvoir justifier d'un minimum de 3 ans d'expérience professionnelle dans le secteur artistique. Enfin, il doit avoir déjà développé un/des projet(s) de création.

### Calendrier du programme de résidences :

- Dépôt des candidatures  
Du 31 janvier au 28 février 2023 à minuit (GMT/UTC +1).

- Annonce des résultats

**Début avril 2023.**

Résidences

### • Arts visuels : 02 mai – 31 juillet 2023

La résidence se tiendra du 02 au 31 mai à la Friche la Belle de Mai avec l'accompagnement artistique de Triangle-Astérides et de Fraeme. Et du 31 mai au 31 juillet 2023 à la Cité internationale des arts

### • Musiques : 04 septembre – 30 novembre 2023

Elle aura lieu du 04 septembre au 1er novembre à la Cité internationale des arts. Et du 1er au 30 novembre à la Friche la Belle de Mai avec l'accompagnement artistique de l'AMI

### • Écritures : 03 janvier – 30 mars 2024

La résidence aura lieu du 03 janvier au 27 février 2024 à la Cité internationale des arts. Et du 27 février au 30 mars à la Fondation Camargo

MAHIEDDINE BACHTARZI

## L'artisan de la scène culturelle

Il a été l'artisan de nombreuses carrières artistiques fulgurantes dans une Algérie foisonnante, vivant au rythme d'une prise de conscience citoyenne insufflée par le mouvement national, Mahieddine Bachtarzi aura été acteur et chef d'orchestre, dans le sens le plus large, d'une scène culturelle naissante.

Intellectuel éclairé, il exploite la musique puis le théâtre comme moyen de communication et d'éveil des consciences, se faisant l'écho de tous les événements politiques que connaît l'Algérie dans les années 1930, dans un contexte colonial des plus difficiles, et consigne consciencieusement chaque événement artistique et culturel dans ses moindres détails. Né à La Casbah d'Alger en 1897, Mahieddine Bachtarzi poursuit des études coraniques à la Médersa libre de cheikh Ben Osman, à l'issue desquelles il devient muezzin et récitant du saint Coran à la mosquée Djamaâ Jdid d'Alger avant de s'orienter vers la chanson andalouse et enregistrer

plus de 60 disques à l'âge de 24 ans.

Mahieddine Bachtarzi s'était souvent produit sur scène en Algérie, en France, en Italie et en Belgique. Surnommé "Le Caruso du désert" par la presse française de l'époque, il prend en 1923 la direction de la Société musicale El Moutribia, un établissement de formation et de sauvegarde du patrimoine musical andalou. Après avoir longuement observé l'impact du théâtre populaire et de la halqa, il milite pour faire reconnaître l'existence d'un théâtre algérien s'adressant aux Algériens dans leur langue.

En 1937, il vend plus de 800 exemplaires de son recueil de 12 chansons, contenant des titres comme "Afiq ya Ibn el Djazair" (Réveille-toi ô enfant de l'Algérie), "Saout el Djazair" (La Voix de l'Algérie) et "Maarefnache ache men teriq Nakhdou" (Nous ne savons pas quel chemin prendre), des chansons jugées "subversives" qui lui avaient valu une interdiction officielle des autorités coloniales.

En 1947, il avait assuré avec Mustapha Kateb des représentations hebdomadaires de théâtre algérien à l'Opéra d'Alger en intégrant un grand nombre de jeunes talents, dont une grande partie va rejoindre la troupe artistique du Front de libération nationale (FLN) et faire les beaux jours du théâtre et du cinéma algériens après le recouvrement de l'indépendance, dont le soixantenaire est célébré cette année. "Pour Bachtarzi, l'engagement politique n'est pas un acte marginal, mais une option qui conditionne sa manière de voir le théâtre où l'Algérien pouvait découvrir l'écho de ses soucis et des ses aspirations", estimait, dans ses écrits, le regretté universitaire Rachid Bencheneb. Après le recouvrement de l'indépendance du pays, Mahieddine Bachtarzi prend la direction du Conservatoire municipal d'Alger et se consacre à la formation de jeunes talents jusqu'en 1974. Il a également rédigé ses mémoires publiées en trois volumes qui comptent une grande

partie de l'histoire du théâtre national.

Le doyen du théâtre algérien, Taha El Amiri (Abderrahmane Bastandji de son vrai nom), a confié que "les pères du théâtre algérien sont Allalou, qui s'est retiré de la scène en 1932, Rachid Ksentini et Mahieddine Bachtarzi", considérant ce dernier comme "le père spirituel, sans qui il n'y aurait pas eu de troupes artistiques algériennes".

Pour l'ensemble de son œuvre, Bachtarzi aura reçu les honneurs de nombreux pays et institutions culturelles en Algérie, en Tunisie, en France ou encore en Suisse où il a été fait Commandeur du mérite humain, pour sa contribution à faire connaître la culture et la musique algériennes.

Après une carrière des plus prolifiques au service de la culture nationale, Mahieddine Bachtarzi s'est éteint un 6 février 1986 et la bâtisse du Théâtre national algérien, qui lui était si chère, porte son nom depuis 1990.



ORAN

# Commémoration du 66<sup>e</sup> anniversaire de l'exécution de cinq moudjahidine

*L'exécution sommaire de cinq moudjahidine, tombés en martyrs le 7 février 1957 à la maison d'arrêt d'Oran, demeure gravée dans la mémoire collective comme un crime odieux et barbare commis par la France coloniale.*



La commémoration du 66<sup>e</sup> anniversaire de l'exécution à la guillotine des chouhada Ahmed Bouachria, Sidi Yekhlif, Mohamed Bentayeb, Miloud Kebdani et Benamar Goual a été l'occasion à Oran de rendre hommage à ces héros qui se sont sacrifiés pour l'indépendance de l'Algérie.

L'historien et enseignant d'histoire à l'Université d'Oran 1, Mohamed Belhadj, a déclaré, à l'APS, que "ce crime révèle le vrai visage de la France coloniale, qui s'est toujours enorgueillie des valeurs d'humanité et de justice".

Les cinq martyrs originaires de Djebala, Aïn-Témouchent et Beni Saf luttèrent, avec d'autres moudjahidine, dans des zones de la région ouest du pays, caractérisées par une importante présence de colons, notamment dans les communes de Remchi (Tlemcen), Boutlelis (Oran), Sidi Bel-Abbès et Aïn-Témouchent.

Leurs actions se concentraient dans la localité d'Aghlal, appelée autrefois Malherbe, avec comme objectif frapper les intérêts des colons et ruiner l'économie du colonisateur français.

En application des instructions du commandement de l'Armée de libération nationale (ALN) dans l'ouest algérien dans le cadre de l'extension des attaques du Nord constantinois à la région ouest du pays, les cinq martyrs, âgés entre 19 et 45 ans, ont attaqué, en mai 1956, des fermes de colons à Aghlal, détruisant leurs récoltes de blé, d'agrumes et de vigne, ainsi que les

entrepôts de vins fabriqués en Algérie et destinés à la France, a expliqué l'historien. Les médias de l'époque parlaient de "personnes utilisant des moyens modestes tels que des cocktails Molotov causant des pertes importantes et effroyables aux colons".

Ces actes héroïques ont provoqué une grande panique parmi les colons, poussant les autorités coloniales françaises à agir, en renforçant leur armement et en prenant des mesures répressives après avoir accordé de larges prérogatives à leurs forces militaires pour réprimer avec férocité ceux qui osent se dresser contre le colonialisme, a relevé M. Belhadj. Suite à quoi, un état d'alerte a été instauré à Tlemcen, Sidi Bel-Abbès, Oran et Aïn-Témouchent, et les vastes recherches menées parmi la population ont conduit à l'arrestation des cinq moudjahidine Bouachria, Sidi Yekhlif, Bentayeb, Kebdani et Goual, ainsi que les moudjahidine Djelloul Bouazza et Mohamed Laïdouni, et leur transfert à Oran sous l'autorité, à l'époque, du préfet Pierre Lambert, qui vouait une grande haine aux Algériens et pratiquait des méthodes inhumaines de torture sur ceux qui s'opposaient à la France, y compris les Européens soutenant la cause algérienne, a-t-il ajouté.

S'agissant des conditions d'arrestation et le procès des moudjahidine, M. Belhadj a expliqué que la France coloniale a voulu faire passer un message au peuple algérien en dévoilant des photos illustrant les sévices corporels et les tortures subis par les détenus, afin

de semer la peur, avec pour mot : "Quiconque tient tête à la France subira le même sort." Les prisonniers ont été jugés par le tribunal militaire d'Oran lors d'un procès expéditif, à l'issue duquel, une condamnation à la peine de mort a été prononcée à leur rencontre fin mai 1956, qu'ils ont accueillie dans la salle d'audience en proclamant "Allahou akbar" et "Vive l'Algérie". Durant leur incarcération, les moudjahidine ont subi des tortures, des sévices et des humiliations quotidiennes avant l'exécution par guillotine des moudjahidine le 7 février 1957 dans la prison d'Oran, a rappelé l'historien. Même si les lois internationales stipulent que la dignité des condamnés à mort doit être préservée en leur accordant un traitement humain, les autorités militaires et politiques françaises ont voulu, à travers ces exécutions, intimider et terroriser le peuple algérien pour le pousser à renoncer à sa cause juste, a-t-il poursuivi. Il a fait observer, au passage, que l'exécution des cinq héros a eu lieu quelques jours seulement après la grève des huit jours (du 28 janvier au 4 février 1957), qui a eu un écho retentissant sur la scène internationale, ayant suscité le soutien à la cause algérienne à travers la monde.

Ils ont été exécutés peu avant 6 heures du matin. Les cinq chouhada étaient restés impassibles devant la guillotine. Des "Allahou akbar" fusaient de toute la prison, a rapporté M. Belhadj, qualifiant ce crime de lâche et dépourvu d'humanité.

TIZI-OUZOU

## Production de près de 4 millions de litres d'huile d'olive

Un volume total de plus de 3,8 millions litres d'huile d'olive a été produit à Tizi-Ouzou au titre de la campagne oléicole 2022-2023, qui est sur le point d'être clôturée, a-t-on appris mardi auprès de la Direction locale des services agricoles (DSA).

Selon une situation sur le déroulement de la campagne arrêtée à mardi et communiquée à l'APS par la chargée de la filière arboricole, Khadidja Chibani, ce volume d'huile a été produit suite à la trituration d'une quantité totale de 203.635,25 qx d'olives avec un rendement moyen de 19 litres/quintal. Le taux d'avancement

de la campagne pour cette saison (2022-2023) est de 90%, a fait savoir la même responsable, qui a signalé qu'à ce jour, une superficie de plus de 27.000 ha sur les 29.788,61 ha d'oliviers en production a été récoltée. Sur la superficie récoltée, 236.635 qx d'olives ont été récoltés et 203.635,25 qx ont été triturés au niveau de 294 huileries, dont 124 traditionnelles, 62 semi-automatiques et 108 modernes, a ajouté la chargée de la filière arboricole qui a observé que l'opération de trituration a atteint un taux d'avancement de 55%. Pour rappel, les prévisions de récolte pour cette campagne

sont d'un peu plus de 6 millions litres d'huile, avec un rendement moyen de 17 litres par quintal d'olives.

Ces prévisions sont en baisse comparativement à la campagne précédente (2021-2022) durant laquelle un volume de près de 12 millions de litres d'huile a été produit à Tizi-Ouzou.

Le recul de la production est dû essentiellement au phénomène de saisonnalité (alternance d'une année de bonne production et d'une année de faible production) qui caractérise la variété de l'olivier Chamlal qui occupe 90% de l'olivieraie de la wilaya, a-t-on rap-

CONSTANTINE

## Plus de 80 exposants à la 3<sup>e</sup> édition de "Builtec"

Plus de 80 exposants algériens et étrangers sont attendus à la 3<sup>e</sup> édition du Salon international des constructions modernes et des nouvelles technologies (Builtec), prévu du 20 au 23 février au complexe culturel Ahmed-Bey de Constantine, a-t-on appris mardi auprès des organisateurs.

Placé cette année sous le slogan "Construisons le futur", ce rendez-vous constitue l'un des plus importants salons internationaux à l'Est algérien dans le domaine du bâtiment et des constructions modernes dotés de nouvelles technologies, à l'instar des moyens innovants de la maison intelligente et des systèmes de contrôle à distance, a indiqué Mohamed Seifeddine Salhi, directeur de l'entreprise MédiaSmart, initiatrice de ce salon.

Cette manifestation comporte plusieurs volets, dont le plus intéressant, l'espace d'exposition, qui constituera une opportunité pour différents acteurs, notamment les amateurs de l'architecture et de l'art de la construction, les innovateurs dans ce domaine, ainsi que les chefs d'entreprise et les start-up, afin de présenter leurs produits modernes et les dernières inventions.

Le deuxième volet concerne l'aspect scientifique du salon qui fait montre du brassage entre les secteurs de la construction et ceux de la numérisation et des technologies modernes à travers l'organisation de plusieurs conférences présentées par des enseignants chercheurs et des spécialistes algériens et étrangers de renom, ce qui permettra l'échange des expériences réussies, le transfert des technologies et des savoir-faire.

Le troisième volet consistera en l'organisation pour la première fois d'une table ronde animée par des spécialistes, des enseignants universitaires ainsi que des porteurs de projets afin de mettre en exergue les éventuelles solutions technologiques et numériques pouvant faire face aux problématiques rencontrées dans le domaine des constructions modernes.

En sus d'un espace "Be to Be" consacré aux opérateurs économiques souhaitant conclure un accord à caractère économique, un pavillon d'exposition des créations artistiques d'architectes contemporains sera aménagé lors de la 3<sup>e</sup> édition de Builtec, dont le premier jour d'ouverture du salon (20 février) sera l'occasion de célébrer la Journée nationale de la ville (organisée le 20 février de chaque année).

## ALLOCATION CHÔMAGE EN ALGÉRIE

# Elle passe officiellement à 15 000 DA

*La décision du président Tebboune de relever le montant de l'allocation chômage est désormais officielle. Elle vient de faire l'objet d'un décret exécutif publié au Journal officiel. L'augmentation prend effet à partir du 1er janvier dernier.*

Le président de la République avait ordonné lors de la réunion du Conseil des ministres du 23 octobre dernier d'augmenter le montant de

l'allocation au profit des jeunes sans emploi de 13.000 à 15.000 dinars, dans le cadre des efforts pour préserver le pouvoir d'achat des citoyens, incluant également des augmentations progressives des salaires des fonctionnaires et des pensions de retraite. L'allocation chômage au profit des jeunes âgés de 19 à 40 ans avait été instituée en février 2022 sur décision également du chef de l'État. Elle avait été fixée à 13.000 dinars mensuels. Le décret exécutif 23-60 du 26 janvier 2023, publié au *Journal officiel* du 29 janvier, modifie les dispositions du décret exécutif du 10 février 2022, fixant les conditions, les modalités et

le montant de l'allocation de chômage ainsi que les engagements des bénéficiaires.

### Coût de l'augmentation de l'allocation de chômage en Algérie

L'article 7 est modifié dans le nouveau décret comme suit : « *Le montant de l'allocation chômage à percevoir par le bénéficiaire est fixé à 15.000 DA.* ». Il est stipulé en outre que « *les dispositions du présent décret prennent effet à compter du 1er janvier 2023* ».

Le premier versement de l'allocation a eu lieu en mars 2022. Deux mois

après l'institution de l'allocation de chômage en Algérie, le ministre du Travail et de la Sécurité sociale, Youcef Chorfa, a révélé en avril 2022 que 900.000 dossiers avaient été acceptés sur un total de plus de 1,5 million de demandes.

Une responsable du ministère des Finances a annoncé ce mardi 7 février à la Radio algérienne que 1,2 millions de jeunes bénéficient de l'allocation de chômage. Elle a, en outre, indiqué qu'une enveloppe financière de 56 milliards de dinars est dégagée pour financer l'augmentation de l'allocation de 13.000 à 15.000 dinars.

R. E.

## RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

## Sonatrach signe un accord de coopération avec le CNRST

Le Groupe Sonatrach et le Conseil national de la recherche scientifique et des technologies (CNRST) ont procédé avant-hier à Alger à la signature d'un accord de coopération visant la promotion de la recherche appliquée au profit de l'entreprise.

Le document a été paraphé par le secrétaire général de Sonatrach, Azzedine Djouabri, et Sellami Mokhtar, directeur d'études du CNRST, en présence du ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, le PDG de Sonatrach, Toufik Hakkar et le président du CNRST, Mohamed Tahar Abadlia.

Dans son allocution, M. Arkab, a estimé que cet accord permet de « *bâtir une coopération gagnante pour les deux parties* ».

Il a, dans ce sens, estimé que « *d'un côté, le système national de recherche, avec toutes ses composantes, a besoin d'un partenaire économique et social pour renforcer la recherche scienti-*

*fique et mettre en oeuvre les études académiques, d'un autre côté, l'accord permet à Sonatrach de compter sur un système national de recherche pour développer sa production, ses équipements, ses structures et améliorer ses services* ».

Le ministre a également expliqué que l'accord permet de mettre en place des initiatives communes, dans plusieurs secteurs, et de créer un écosystème permettant aux chercheurs algériens de parvenir à la recherche appliquée, renforçant l'innovation et la création. Pour sa part, M. Hakkar, a indiqué que cet accord vise à mettre en œuvre « *une nouvelle vision pour promouvoir la recherche et valoriser les travaux de recherche* ».

Soulignant que Sonatrach est la première entreprise nationale qui paraphé ce type d'accord avec le CNRST, M. Hakkar a fait savoir que cet accord doit permettre de répondre à « *un gisement important de problématiques et*

*contraintes* » du secteur de l'énergie auquel fait face Sonatrach.

Ces problématiques, a-t-il expliqué, peuvent à travers cet accord, constituer des thèmes de recherche pour les universitaires et les chercheurs qui participeront, ainsi, à apporter une valeur ajoutée aux entreprises du secteur énergétique national.

Pour le P.-dg de Sonatrach, il s'agira de répondre à des problématiques multiples, citant le traitement des données sismiques, la modélisation des réservoirs, la production, l'exploitation, le transport d'hydrocarbures, le raffinage, ainsi que la pétrochimie mais aussi les énergies renouvelables, dont l'hydrogène et les biocarburants. Le premier responsable de Sonatrach a aussi rappelé que la compagnie nationale d'hydrocarbures a déposé deux brevets en 2020 et huit brevets en 2022, précisant que d'autres projets de brevets seront prochainement déposés au niveau des institutions spé-

cialisées.

Pour sa part, le président du CNRST, Mohamed Tahar Abadlia, a estimé que les deux parties ont des compétences à mobiliser en commun pour créer un espace de concertation et de collaboration « *permettant à Sonatrach de s'investir dans les domaines de pointe de la recherche scientifique et de l'innovation* ».

« *L'incidence qui découlera du modèle de coopération établit nous permettra d'évaluer son progrès et son impact et de recommander son adoption et son essaimage à une plus large échelle* », a indiqué M. Abadlia.

Pour le président du CNRST, l'édification d'une économie de la connaissance et son évolution vers une économie créatrice de richesses, implique « *inévitablement* » une recherche capable de proposer des solutions innovantes génératrices de progrès économiques et de bien-être social.

R. E.

## ALGÉRIE-JAPON

## Signature à Alger d'une convention fiscale de non-double imposition

L'Algérie et le Japon ont signé, avant-hier à Alger, une convention fiscale sur la non-double imposition, en vue de contribuer au développement des relations économiques entre les deux pays.

Cette convention a été paraphée par le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali et l'ambassadeur du Japon en Algérie Kono Akira.

Dans une allocution à cette occasion, M. Kassali a mis en avant « *l'excellence* » des relations bilatérales, ainsi que « *la qualité très relevée de la coopération économique entre l'Algérie et le Japon, jalonnée tout au long de plusieurs décennies par la réalisation de plusieurs projets d'investissement dans divers domaines* ».

Il a souligné, qu'au-delà de la non-double imposition et de la sécurité

juridique, ce document de coopération porte sur « *l'assistance administrative mutuelle en matière d'échanges de renseignements pour lutter contre l'évasion fiscale, ainsi que l'assistance recouvrement* ».

« *Nous espérons que cette instrument juridique va contribuer à l'augmentation de nos échanges de biens et de services et constituera un cadre favorable et attractif aux investissements durables créateurs de richesses et profitables aux deux pays* », a ajouté le ministre.

M. Kassali a indiqué également qu'à travers cet accord, le cadre juridique de la coopération bilatérale se renforcera « *en donnant un nouvel élan aux échanges commerciaux et économiques entre nos deux pays, liés par des relations historiques* ».

Cet accord a aussi pour objectif « *de faciliter le développement des relations économiques entre l'Algérie et le Japon, notamment en matière d'investissement* », selon un communiqué du ministère des Finances remis à l'APS. Ce document de coopération fiscale avait déjà été paraphé par les deux parties, le 29 juin 2022 à Tokyo, à la suite du 2e round de négociations, et entrera en vigueur après l'accomplissement des procédures internes par les deux pays, note-t-on de même source.

De son côté, l'ambassadeur du Japon a expliqué que cet accord est à même de « *clarifier et de simplifier les procédures en matière d'imposition sur les entreprises opérant en Algérie et au Japon afin d'éliminer la double imposition* ». Il contribuera, en outre,

à « *alléger les charges pesant sur les entreprises en termes de procédures fiscales, en vue de faciliter et de promouvoir les investissements entre les deux pays* », a ajouté le diplomate japonais.

M. Akira a tenu à saluer, par la même occasion, « *les efforts de l'Algérie en vue d'améliorer son climat des affaires, sous la direction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, notamment avec la nouvelle loi sur l'investissement* ».

A ce propos, il a exprimé son souhait que ce nouveau cadre juridique, ainsi que l'accord de la non-double imposition « *puissent faciliter et promouvoir davantage les relations d'affaires entre les deux pays* ».

R. E.



FACE À UN CONGRÈS DIVISÉ

# Joe Biden rêve de compromis

Joe Biden a donné, mardi soir, son deuxième discours sur l'état de l'Union face à un Congrès qui n'est plus entièrement acquis à sa cause. Tout en sachant que ses chances de compromis avec l'opposition sont, désormais, menues, le président américain, qui songe déjà à 2024, a réitéré ses appels à l'unité pour le bien de la nation.

"**Q**uand des dirigeants étrangers me demandent de définir les États-Unis, je le fais en un mot : possibilités." Mardi 7 février, face à un Congrès américain divisé, c'est la possibilité d'une seconde partie de mandat placée sous le signe du compromis qu'a explorée, sans trop de naïveté, Joe Biden. Le président américain a prononcé, comme le veut la tradition, son deuxième discours sur l'état de l'Union dans l'enceinte du Capitole. La majorité de la Chambre des représentants a basculé côté conservateur à la suite des élections de mi-mandat de novembre. À l'écran, c'est donc le nouveau speaker républicain, Kevin McCarthy, qui se tenait derrière Joe Biden. Et qui l'a même applaudi par moment. "Vous savez, on nous dit souvent que les démocrates et les républicains ne peuvent pas travailler ensemble, a déclaré le chef de l'État. Mais ces deux dernières années, nous avons prouvé aux cyniques et aux rabat-joie qu'ils ont tort." Et de rappeler qu'il a signé, depuis son arrivée au pouvoir, quelque 300 lois adoptées grâce aux voix des deux partis rivaux. Joe Biden a cité l'exemple dont il est peut-être le plus fier : la loi sur les infrastructures, "le plus gros investissement dans les infrastructures depuis le système d'autoroutes du président Eisenhower".

"Je remercie sincèrement mes amis républicains qui ont voté pour la loi", a poursuivi Joe Biden, avant de se montrer plus sarcastique : "Et à mes amis républicains qui ont voté contre mais qui réclament quand même des financements pour des projets dans leurs circonscriptions, ne vous inquiétez pas. J'ai pro-



mis d'être le président de tous les Américains. Nous allons financer vos projets. Et nous nous verrons à l'inauguration."

## Difficile compromis

Malgré ses appels à l'unité, Joe Biden n'oublie pas à qui il s'adresse. S'il a gardé sa majorité au Sénat, il doit désormais composer avec une Chambre des représentants républicaine, ce qui rend tout compromis beaucoup plus difficile. Surtout, parmi les nouveaux représentants élus, certains, membres de la frange MAGA (Make America Great Again, les partisans de l'ex-président Donald Trump) ont juré de faire blocage à l'exécutif. Ce petit groupe détient une capacité de nuisance considérable jusque dans son propre camp, en témoigne la difficulté qu'a eue Kevin McCarthy à devenir speaker.

Les défis sont nombreux. Le président américain doit ainsi négocier avec l'opposition pour relever le plafond de la dette du pays d'ici au début du mois de juin, sans quoi les États-Unis pourraient faire défaut et, par effet domino, provoquer une crise financière mondiale. Les républicains, qui estiment que l'État fédéral dépense trop et crée de l'inflation, exigent des coupes budgétaires en échange de leurs voix. Il en est hors de question pour la Maison Blanche.

"Certains de mes amis républicains veulent prendre l'économie en otage à moins que j'approuve leurs projets", a dénoncé Joe Biden,

après avoir rappelé que durant le mandat de son prédécesseur Donald Trump, "le déficit a augmenté quatre années d'affilée" et les élus du Congrès ont "relevé le plafond de la dette trois fois sans précondition ni crise". "Ils ont payé les factures des États-Unis pour éviter un désastre économique au pays. Ce soir, je demande au Congrès de faire de même."

En guise de réponse aux critiques concernant les dépenses de l'État engagées depuis le début de son mandat, Joe Biden a cherché à démontrer aux élus, mais aussi et surtout aux électeurs, que sa politique de relance fonctionne. Il a dressé le tableau d'une économie américaine qui se relève très vite, avec un taux de chômage à seulement 3,4%, au plus bas depuis 50 ans, et la création de 800.000 emplois industriels. L'inflation est en train de ralentir, a-t-il ajouté, tout en concédant qu'il restait du travail sur ce point.

## S'unir face aux autocraties

Joe Biden a passé une grande partie de son discours à parler d'économie. Après tout, le discours sur l'état de l'Union s'adresse d'abord aux Américains. Le sujet de l'Ukraine, qu'il avait longuement abordé l'année dernière lors de son premier discours, juste après l'invasion russe, a cette fois été évoqué brièvement. Le chef de l'État a promis de continuer à soutenir Kiev, symbole de la "défense de la démocratie", "aussi longtemps qu'il le faudra". Là encore, il lui faudra trouver un compromis avec les répu-

blicains. Certains élus MAGA réclament en effet la fin de l'aide financière à l'Ukraine, même si le sujet fait débat en interne.

Le président américain a aussi eu des mots durs pour la Chine, quelques jours après l'affaire du "ballon espion" qui a survolé les États-Unis avant d'être abattu. Le Parti républicain s'est saisi de cette affaire et continue de dénoncer sans relâche la "faiblesse" de la réaction américaine, trop tardive à son goût. "Ne vous y trompez pas : comme nous l'avons clairement montré la semaine dernière, si la Chine menace notre souveraineté, nous agissons pour protéger notre pays. Et nous l'avons fait", a répondu Joe Biden avant d'appeler à l'unité américaine face à Pékin. "Remporter la compétition face à la Chine devrait nous unir tous." "Ces deux dernières années, les démocraties sont devenues plus fortes, et les autocraties plus faibles", a-t-il poursuivi.

Tout au long de son discours, Joe Biden a réitéré ses appels à la cohésion nationale et aux compromis politiques là où cela est possible : lutte contre les opiacés, recherche contre le cancer, soutien aux vétérans... Mais il a aussi montré qu'il était prêt à l'affrontement pour défendre certaines valeurs si nécessaire. "Si le Congrès passe une loi interdisant l'avortement au niveau fédéral, je mettrai mon veto", a-t-il lancé.

## La main tendue mais ferme

Le président démocrate, qui pourrait annoncer sa candidature pour 2024 dans les prochaines semaines, a tout intérêt à jouer - à une heure de grande écoute - cette carte de la main tendue mais ferme, peu importe si ses chances de réussite sont proches de zéro. Car en cas de paralysie politique, il ne souhaite pas être tenu responsable par les électeurs. Il continue surtout à se penser comme celui qui peut "réconcilier l'Amérique" et "guérir l'âme de la nation", comme il le disait en 2020 pendant la course à la Maison Blanche. "Nous devons nous voir non pas comme des ennemis, mais comme des concitoyens américains", a-t-il lancé à la fin de son allocution, comme s'il était déjà de retour en campagne.

R. I. / Agences

RDC

## Au moins 3 morts dans une attaque contre un convoi de la Monusco

Au moins trois personnes ont été tuées mardi soir lors de l'attaque d'un convoi de l'Onu dans l'est de la République démocratique du Congo, nouvelle action hostile à la force onusienne accusée par la population d'inefficacité face aux groupes armés. La mission des Nations unies en RDC (Monusco) "déplora la mort de trois manifestants durant l'attaque violente de son convoi" au nord de Goma, la capitale provinciale du Nord-Kivu, a annoncé la Monusco dans un communiqué.

"Les Casques bleus revenaient d'une mission de ravitaillement à Kiwanja", ville située à quelque 70 km au nord de Goma où ils se rendaient, "accompagnés par des FARDC" (militaires congolais), précise le texte. Peu avant d'arriver à Goma, "ils ont été assaillis par des manifestants qui, auparavant, avaient barricadé la route avec de grosses pierres, obligeant ainsi le convoi à s'immobiliser". Des "assaillants" ont alors mis le feu à quatre camions dont ils ont "subtilisé la cargaison". "Trois personnes ont malheureusement perdu la vie durant les échauffourées", tandis que les Casques bleus et les FARDC "tentaient de protéger le convoi", ajoute la Monusco.

"Une enquête conjointe avec les autorités

congolaises permettra de déterminer les circonstances de ces décès regrettables", dit-elle. Jean-Claude Mambo Kawayi, président de la société civile du territoire de Nyiragongo, où a eu lieu l'attaque, a indiqué que celle-ci était survenue à hauteur de Kanyaruchinya, où se trouvent des milliers de déplacés de guerre. Des véhicules ont été incendiés et, quand "la foule a voulu forcer un conteneur qui contenait des armes, les Casques bleus ont ouvert le feu", a-t-il ajouté. Selon lui, cinq personnes auraient été tuées. "La population et les déplacés ont attaqué un convoi de la Monusco", a simplement déclaré le colonel Patrick Iduma, administrateur du territoire, sans plus de précisions sur le bilan.

## "Passivité"

Les manifestations se sont multipliées depuis l'année dernière contre la Monusco, à qui les habitants reprochent de ne pas parvenir à neutraliser les dizaines de groupes armés qui sévissent dans l'est de la RDC depuis près de 30 ans, notamment les rebelles du M23.

En juillet, des manifestations meurtrières accompagnées de destructions et pillages avaient eu lieu dans plusieurs villes pour

réclamer le départ des Nations unies. A Goma, Butembo, Beni et d'autres localités, des manifestants avaient pris d'assaut les installations de la Monusco. Selon les autorités, 36 personnes, dont quatre Casques bleus, avaient été tuées.

Parmi les plus importantes et plus coûteuses missions de l'Onu au monde, la Monusco est présente en RDC depuis 1999. Elle compte environ 16.000 soldats de la paix. La mission indique mardi soir que sa cheffe, Bintou Keita, "compatit avec les familles des disparus" et "réitère son appel à la population pour faciliter la libre circulation" de son personnel.

Le même type d'hostilité a commencé à poindre récemment à l'encontre de la force régionale est-africaine déployée dans l'est de la RDC, accusée par la population de "passivité" face aux rebelles du M23. Lundi, une journée ville morte avait été décrétée à Goma et a dégénéré en manifestations violentes, avec des pillages de boutiques et de certaines églises fréquentées par des "rwandophones". Le Rwanda est accusé par la RDC de soutenir le M23, ce qui est corroboré par des experts de l'ONU et les pays occidentaux, bien que Kigali s'en défende.

R. I. / Agences

BURKINA FASO

## Six personnes tuées dans une attaque dans le Centre-Ouest

Six personnes ont été tuées et une autre blessée dans une attaque perpétrée par des hommes armés non identifiés dans la région du Centre-Ouest du Burkina Faso, a annoncé avant-hier le gouverneur de ladite région dans un communiqué.

« Le département de Dassa de la province du Sanguié a été attaqué dans la soirée du 6 février 2023, aux environs de 17H00 heure locale et GMT, par des hommes armés non identifiés », a déclaré Boucakar Traoré, gouverneur de la région du Centre-Ouest dans un communiqué.

L'insécurité qui sévit au Burkina Faso depuis 2015 a coûté la vie à de nombreuses personnes et fait des milliers de déplacés, selon des observateurs locaux.

R. I. / Agences

APRÈS HOUSSEM AOUAR

# Djamel Belmadi vise un autre binational !

Après avoir eu le OK du milieu de terrain de la formation française de l'Olympique de Lyon, Housseem Aouar, pour rejoindre l'équipe d'Algérie, le sélectionneur national Djamel Belmadi fonce sur un autre jeune binational.



Housseem Aouar devrait changer de sélection dans les prochaines semaines. En effet, selon le journaliste algérien Saïd Fellak, le joueur de 24 ans aurait signé tous les documents nécessaires à son changement de nationalité sportive, et ce, après avoir donné son accord définitif au président de la fédération algérienne de football (FAF), Djahid Abdelwahab Zefizef, pour rejoindre l'équipe d'Algérie. Dans ce sens, le Gone devra, donc, sauf revirement de situation de dernière minute, rallier le centre technique national de Sidi Moussa (CTN) dès le mois de mars prochain pour faire ses premiers pas sous la tunique verte d'El Khadra. Par ailleurs, après avoir officialisé l'arrivée du milieu de terrain de l'Olympique de Lyon, le sélectionneur national se penche sur un autre joueur franco algérien. À en croire les informations du journaliste Moumen Aït Kaci, Djamel Belmadi pense

sérieusement au milieu offensif du SCO d'Angers Himad Abdelli. Toujours selon la même source, ce dernier, qui a d'ailleurs donné son accord pour intégrer le groupe des champions d'Afrique 2019, intéresse fortement le premier responsable de la barre technique des Fennecs.

## Walid Regragui joint Belmadi au sujet des binationaux

Le sujet des binationaux fait souvent débat, et particulièrement dans les

pays du Maghreb. Que se soit le technicien des Fennecs Djamel Belmadi ou bien le stratège chez Lions de l'Atlas Walid Regragui, tous deux ont un avis catégorique de ce genre de joueur.

Invité sur le plateau de l'émission française *After Foot* sur RMC, le coach de l'équipe nationale marocaine, Walid Regragui, s'est lâché au sujet des joueurs binationaux. L'entraîneur commence par mettre les points sur les i en affirmant que si il y a hésitation concernant le choix de

carrière, le joueur en question n'est pas fait pour jouer au Maroc. L'animateur de l'émission fait tout de suite le parallèle avec le discours tenu par Belmadi, dont le successeur de Vahid Halilhodžić a confié anciennement beaucoup s'inspirer.

Regragui souligne ensuite l'importance que le choix soit personnel, et ne devrait pas impliquer les agents ni même les familles des joueurs. L'ancienne tête du Wydad Casablanca dévoile que la Fédération et lui-même sont prêts à accompagner les jeunes pépites et les guider pour la direction qu'ils souhaitent emprunter.

Contrairement à ce qu'on peut croire, Walid Regragui ou encore Djamel Belmadi n'ont aucun problème avec les talents qui ne choisissent pas leurs pays. Cependant, les indécis sont loin d'être les bienvenus. Le sélectionneur de l'équipe de la 4ème place de la Coupe du Monde a donné plus tôt l'exemple avec les deux franco-marocains Adil Rami et Mattéo Guendouzi. *"Quand tu évolues pour la France comme Adil Rami, je suis ton premier supporter. J'ai bien aimé Guendouzi, il a choisi la France, c'est clair et bravo à lui, mais ceux qui jouent sur l'ambiguïté ne seront bons ni pour la France, ni pour le Maroc"*, a précisé l'ancien arrière droit de l'AC Ajaccio (2001-2004).

R. S.

ZINEDINE ZIDANE POUR REMPLACER DJAMEL BELMADI ?

## Une information vient de fuiter

La rumeur selon laquelle Zinedine Zidane, légende du football français, pourrait être intéressé par le poste de sélectionneur de l'équipe d'Algérie qu'occupe Djamel Belmadi, a fait surface sur les réseaux sociaux ces derniers temps. Toutefois, la véracité de cette information est peu claire.

En effet, le poste de sélectionneur de l'équipe

d'Algérie est actuellement occupé par Djamel Belmadi, et Zidane a montré son humilité en ne convoitant jamais un poste déjà pris. La seule source qui pourrait relier Zidane à ce poste est une déclaration faite par Emmanuel Petit, l'ancien coéquipier de Zizou, qui a suggéré que Zidane pourrait être intéressé par entraîner un pays maghrébin comme

l'Algérie.

« *Zinedine Zidane doit revenir sur le marché. Il n'y a pas beaucoup de clubs qui peuvent l'attirer sur le plan sportif. En équipe nationale aussi. La Belgique pourrait l'intéresser. Pourquoi pas un pays maghrébin comme l'Algérie ?* », a estimé Emmanuel Petit sur les ondes de RMC

Il est important de ne pas faire de spéculations

infondées à partir de simples rumeurs, surtout lorsqu'il s'agit d'une figure aussi importante que Zidane. Si Zidane était vraiment intéressé par ce poste, il l'aurait probablement clairement annoncé dans les médias. Il ne reste plus qu'à attendre et voir ce qui se passe dans les jours qui suivent.

R. S.

GHOULAM :

## « Le président a fait un effort pour que je signe à Angers »

En conférence de presse, le latéral gauche algérien, Faouzi Ghoulam, a évoqué son arrivée au SCO Angers pour la deuxième partie de saison. Il a expliqué son choix de revenir en France après de longues années passées à Naples.

« *J'ai été agréablement surpris en arrivant ici. Le club n'a pas une image positive dans les médias alors qu'il mériterait de l'avoir, a-t-il expliqué dans des propos rapportés par Ouest-France. En trois*

*semaines ici, j'ai vu une bonne ambiance dans le vestiaire, de la qualité dans le groupe et dans les infrastructures. Il y a quelque chose qui s'est créé au-delà de l'aspect sportif. Et le président a fait un effort pour que je signe ici.*

» Faouzi Ghoulam a enchaîné : « *Au-delà de 30 ans, on n'est plus tout jeune, même si on n'est pas vieux non plus. Je cherchais vraiment un projet qui puisse me satisfaire*

*après avoir joué toutes les plus grandes compétitions qu'un joueur puisse espérer jouer. Il fallait quelque chose qui puisse me donner l'envie, après huit ans et demie à Naples, une ville et un club qui demandent beaucoup d'efforts, qui pompent beaucoup d'énergie.*

« *Je ne voulais pas de la tranquillité, mais je voulais quelque chose qui réunisse le projet sportif et le projet du club,* a-t-il indiqué.

R. S.

CAF CL

## Le groupe de la JS Kabyle pour affronter le Petro Luanda

Miloud Hamdi, le coach de la JS Kabylie, a convoqué 21 joueurs pour le déplacement des Canaris en Angola pour le compte de la première journée de la phase de groupes de la Ligue des Champions.

Les Jaune et Vert affronteront les Angolais de Petro Luanda, ce samedi 11 février 2023, au stade national du 11-Novembre à Luanda. L'équipe algérienne va s'envoler en direction de l'Angola, ce mercredi à 11h00, à bord d'un vol spécial d'Air Algérie.

R. S.

CAF CL

## Le CR Belouizdad à pied d'œuvre au Caire

L'équipe du CR Belouizdad est arrivée, mardi 7 février 2023 en début de soirée, au Caire pour y affronter le Zamalek SC en Ligue des Champions africaine.

Nabil Al-Kouki et ses hommes vont entamer l'ultime préparation de cette première journée de la phase de groupe en terres égyptiennes. Ils affronteront l'équipe locale, ce vendredi 10 février 2023 au stade international du Caire.

R. S.



**LE MARRAKECH DU RIRE  
2022 : LES 10 ANS**



21h05



Le Marrakech du rire est de retour en 2022 pour la dixième édition. L'occasion de fêter 10 ans de rire, de folie et de sketches démentiels dans le cadre du Palais Badii. Pour célébrer cet anniversaire, Jamel propose un gala exceptionnel avec encore plus de surprises et de démesure, une scène transformée et la participation de nombreux invités et talents dont notamment Kev Adams, Michaël Youn, Jarry, Camille Lellouche, Caroline Vigneaux, Booder, Nawell Madani, Paul Mirabel, Waly Dia, Fatsah Bouyahmed, Redouanne Harjane, Wahid Bouzidi, sans oublier DJ Abdel.

**MARIAGE CHEZ LES  
BODIN'S**



21h00



Sous l'apparence d'un faux reportage, une satire loufoque d'un mariage campagnard qui n'exclut pas, malgré tout, une certaine forme de tendresse.

**ENVOYÉ SPÉCIAL**



21h00



Enquête sur les écolos radicaux

Inflation : quand les Français volent pour manger

**LES BRUMES DU SOUVENIR**



21h00



Dans l'atmosphère oppressante et brumeuse de la tristement célèbre " Zone rouge ", un polar intense et palpitant où s'entremêlent habilement histoires personnelles et grande Histoire. Le duo Gaëlle Bona-David Kammenos apporte la touche charme à cette histoire où planent les fantômes de la Grande Guerre.



**LA SELECTION  
DU MIDI LIBRE**

**PROFESSION : REPORTER**



21h00



Mars 1986. Tandis que Helen se prépare avec angoisse à rencontrer la mère de Dale, Geoff vit les signes avant-coureurs d'une attaque cardiaque. A la rédaction du journal, on prépare l'annonce du prochain mariage du prince Andrew lorsqu'une bombe explose dans le centre-ville de Melbourne, où Dale est en reportage. Pour le journaliste, cet attentat est l'occasion d'une mise à l'épreuve tant professionnelle que personnelle. En effet, Tim, le séduisant cameraman de son équipe, se trouve à ses côtés. Dale tient l'antenne en direct et se montre à la hauteur de l'enjeu...

**LE JOUR D'APRÈS**



21h25



Partant de prévisions hélas bien réelles, le réalisateur d'«Independence Day» en fait des tonnes dans le registre des effets. D'où une odyssée époustouflante, mais qui n'échappe pas aux conventions du genre. Reste que, sous les clichés, sévit un esprit farceur et féroce qui, en changeant la face du monde, dénonce l'attitude des pays riches.

**BRIDGET JONES BABY**



21h00



Les années ont passé mais le plaisir de retrouver l'héroïne d'Helen Fielding est intact : l'ADN est inchangé. René Zellweger, les kilos en moins (pas les gaffes), conserve son talent clownesque et canaille pour arbitrer le nouveau duel de ses prétendants, Patrick Dempsey et Colin Firth, visiblement ravis de jouer à qui est le plus gentleman. Mais c'est Emma Thompson, royale en gynéco pince-sans-rire, qui rafle la mise.

**BALTHAZAR**



21h00



Alors que Balthazar tente de remplir son rôle de père pour Alice, mais aussi de gérer la nuit passée avec Olivia, il est appelé sur une drôle d'affaire. Un autocar transportant des retraités a été retrouvé vide dans un champ, les six personnes âgées se sont volatilisées. Interrogé, le chauffeur évoque une grande lumière blanche. Le mystère s'épaissit lorsque, dans le champ, les enquêteurs découvrent un immense crop circle. L'affaire prend une tournure tragique lorsque le bus réapparaît quelques jours plus tard, avec à son bord les corps de personnes âgées atrocement dépecées. Il s'avère que les victimes ne sont pas les retraités toujours portés disparus...



Web : www.lemidi-dz.com

Gérant : Reda Mehigueni  
e-mail : direction@lemidi-dz.com

La rédaction  
e-mail : redaction@lemidi-dz.com

Standard : 021.66.22.65  
Rédaction : Tél-Fax : 021.66.22.65  
Publicité : Tél-Fax : 021.66.22.65  
publicite@lemidi-dz.com  
Pour vos publicités s'adresser à l'ANEP  
01, avenue Pasteur, Alger

Impression :  
Centre : SIA Diffusion : Midi Libre  
EURL Midi Libre  
au capital social de 12.000.000 DA  
Compte Bancaire :  
SGA Bouzaréah : 021000071130000214 clé 16  
Adresse : Maison de la presse 1<sup>er</sup>-Mai Alger.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de la rédaction. Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration, adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.



Fadjr	06:08
Dohr	13:02
Asr	15:59
Maghreb	18:23
Icha	19:47

FRANCE

## MANIFESTATION D'AGRICULTEURS AVEC TRACTEURS À PARIS

Plusieurs centaines de tracteurs ont afflué hier à Paris pour une manifestation d'agriculteurs dénonçant les restrictions d'usage des pesticides et d'autres obligations pesant sur leur secteur.

«Près de 500 tracteurs et plus de 2.000 paysans étaient prévus pour défilé du sud-ouest de la capitale française jusqu'à l'esplanade des Invalides dans le centre», selon le premier syndicat agricole, la FNSEA. Déclencheur de la mobilisation : la décision du gouvernement français le 23 janvier de renoncer à autoriser les insecticides néonicotinoïdes pour la culture de la betterave sucrière, à la suite d'une décision de la Cour de justice de l'Union européenne estimant illégale toute dérogation. Les néonicotinoïdes, toxiques pour les abeilles et interdits depuis 2018, bénéficiaient d'une dérogation depuis deux ans. Ce qui permettait de les appliquer préventivement sur les semences de betteraves pour les prémunir de la jaunisse, une maladie virale propagée par des pucerons. « Comme utilisateur de néonicotinoïdes, je n'ai pas l'impression d'empoisonner le monde », s'agace Damien Greffin, cultivateur et militant syndical. « À ce rythme-là, l'agriculture va disparaître », ajoute-t-il en évoquant l'interdiction de l'insecticide phosmet qui « compromet » selon lui la culture de cerises, ou celle – prochaine



– d'un désherbant pour les endives. « On veut montrer au gouvernement qu'on ne peut pas interdire des moyens de production sans alternative », ajoute un autre agriculteur, Cyril Milard. Troisième syndicat du secteur, la Confédération paysanne ne s'est pas joint à la protestation. Elle a déploré dans un communiqué ceux qui refusent « toute avancée écologique ». « L'ambition de

progrès social fait face ici aux positions les plus réactionnaires et conservatrices », a estimé l'organisation classée à gauche. L'ONG environnementale Générations Futures a rappelé de son côté que les néonicotinoïdes étaient « plus toxiques que le tristement célèbre (insecticide) DDT », interdit dans les années 1970, dénonçant des pratiques « dignes de l'agriculture des années 1960, pas de celle des années 2020 ». Ces derniers mois, les doléances dans le monde agricole ont été multiples sur divers sujets : les agriculteurs se sont rassemblés par petits groupes à travers le pays, ici pour dénoncer la hausse de leurs coûts de production du fait de la flambée des prix de l'énergie, là pour réclamer de stocker de l'eau pour irriguer leurs cultures. Leur dernière grosse mobilisation remonte au 27 novembre 2019, quand un millier de tracteurs avaient mené des opérations escargot sur le périphérique entourant Paris.

RENDEZ-VOUS DE VISAS

### VFS GLOBAL INTRODUIT DE NOUVELLES MESURES

L'opérateur chargé de la réception des dossiers de visas pour la France, VFS Global, a annoncé l'introduction de nouvelles mesures concernant les rendez-vous. « Nous informons notre aimable clientèle de l'introduction de nouveaux dispositifs sur le système de rendez-vous afin d'améliorer votre expérience », a fait savoir l'opérateur. Parmi ces nouveaux dispositifs, VFS Global précise qu'il est obligatoire de bien indiquer son numéro de téléphone personnel ainsi que sa propre adresse mail lors de la création de votre compte sur la plateforme de prise de rendez-vous. VFS Global ajoute que « votre numéro de téléphone ainsi que votre adresse électronique seront automatiquement associés à votre demande de visa de bout en bout. » Il est donc essentiel d'introduire les mêmes coordonnées sur les deux plateformes France-visas et le système de rendez-vous VFS global.

Pour la prise de rendez-vous, ajoute encore l'opérateur, « nous vous recommandons de télécharger l'application whatsapp puisqu'un code à usage unique ainsi qu'un code QR vous seront envoyés pour une vérification plus rapide de l'authenticité de votre rendez-vous lors de votre passage au centre de visa. » « Si vous n'avez pas l'application whatsapp, vous recevez uniquement le code à usage unique via SMS », est-il ajouté dans le communiqué. VFS précise ensuite que le code QR et/ou le SMS original doit (doivent) être présent(s) sur votre téléphone personnel à l'entrée du centre le jour de votre rendez-vous. VFS global prévient que toute anomalie lors des étapes susmentionnées entraînera un refus d'accès au centre suivi de l'annulation pure et simple du rendez-vous (sans remboursement des frais prépayés).

PUBLICITÉ

**Nouveauté**  
En librairie février 2023

**Abdelkrim TAZAROUTE**

**CINEMA ALGERIEN ET GUERRE DE LIBERATION NATIONALE L'IMAGE DU HEROS**

Vente dédicace le Samedi 11 Février 2023  
À la librairie Chaïb Dzair à partir de 14h

De *La Bataille d'Alger* (Lion d'or, 1966), à *Héliopolis* (2021) en passant par *Chronique des années de braise* (Palme d'or, 1975), des dizaines de films racontent, à leur manière, la Guerre de libération nationale et les sacrifices consentis par le peuple algérien pour arracher son indépendance.

A-t-on fait assez de films sur la Guerre de libération nationale ? Pourquoi les premiers films sur cette période étaient-ils centrés sur le peuple en tant que héros ? Pourquoi des héros de la Révolution sont-ils mis en avant dans des biopics ? Des questions que l'auteur pose à des spécialistes du 7<sup>e</sup> art et auxquelles ils tentent de répondre en apportant un éclairage sur le traitement par certains cinéastes de l'image du héros dans les films.

Abdelkrim TAZAROUTE est journaliste, écrivain et critique de cinéma. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur la musique et le cinéma, d'un roman, mais également de trois documentaires et d'un court métrage-fiction.

Format 16 / 24 - 136 p.  
ISBN : 978-9947-21-100-7

50, rue Khelifa-Boukhalfa  
BP 355, Alger-Gare  
Tel./Fax : 213 (0) 21 23 89 61  
edition@anep.com.dz  
Librairie en ligne  
store-anep.poste.dz

Librairie Chaïb-Dzair - Alger  
Tel./Fax : 213 (0) 21 71 69 66  
chaib.dzair@anep.com.dz

Librairie Amar-Laskri - Annaba  
Tel : 213 (0) 38 42 82 78  
amar.laskri@anep.com.dz

www.anep.com.dz

anep Editions

LE CENTRE-EST ET L'EST DU PAYS

### DES CHUTES DE NEIGE ANNONCÉES

Des chutes de neige affecteront, aujourd'hui et demain vendredi, les reliefs atteignant ou dépassant les 900 mètres d'altitude de plusieurs wilayas du Centre-Est et de l'Est du pays, a indiqué un Bulletin météorologique spécial (BMS) émis hier par l'Office national de la météorologie (ONM). Les wilayas concernées par ce BMS de niveau de vigilance «Orange» sont Boumerdès, Tizi-Ouzou, Béjaïa, Jijel, Bouira, Bordj Bou Arreridj, Sétif, Batna, Khenchela, Tébessa et Oum El Bouaghi. «L'épaisseur de neige prévue est estimée entre 10 et 15 cm durant la validité du BMS qui court de jeudi à 6h à vendredi à 12h», précise la même source. «Les chutes de neige affecteront également Blida, Médéa, Skikda, Mila, Constantine et Guelma», ajoute la même source, qui estime l'épaisseur de neige entre 5 et 10 cm durant la validité de ce BMS qui court de jeudi à 15h à vendredi à 12h.

CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU

### L'ALGÉRIE MILITE POUR UN SIÈGE POUR L'AFRIQUE

La constance des positions algériennes en politique étrangère, valeurs héritées des principes de sa Révolution pour la liberté, la prédisposent à « jouer un rôle actif pour un monde plus équilibré », de l'avis de nombre d'observateurs. Règlement des conflits par la voie pacifique, droit des peuples à l'autodétermination, non ingérence dans les affaires internes des pays et respect de leur souveraineté, participation à la résolution des conflits du voisinage, veiller à la sécurité des pays de la région et militer pour un rôle fédérateur au niveau continental africain sont autant de prin-

cipes constituant le socle de la politique étrangère algérienne. Juin 2023, il est justement prévu qu'un membre non permanent pour l'Afrique siège au Conseil de sécurité de l'ONU. Une cause fermement et immuablement défendue par l'Algérie. De l'avis du professeur Mohand Berkouk, expert en questions géostratégiques, qui s'exprimait hier matin au sein de l'émission L'invité de la rédaction de la chaîne 3 de la Radio Algérienne, « l'Algérie est une puissance régionale avérée et reconnu comme acteur fiable dans le règlement des conflits ».